

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 3 septembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°458 ■

RAPPORT
Le changement climatique pèse de plus en plus lourd sur l'Afrique

P 16

VISANT À RENFORCER SON ATTRACTIVITÉ
SUR LE MARCHÉ BANCAIRE

De nouveaux avantages pour la finance islamique

L'Etat veut développer davantage la finance islamique. Des réformes profondes ont été engagées, visant à l'adaptation du cadre juridique régissant cette finance qui est en pleine expansion en Algérie notamment en matière de dépôts. P 3



EXPANSION DES ÉNERGIES
RENOUVELABLES EN ALGÉRIE

Ce que révèle le rapport de la CEREFÉ

Le rapport du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) dresse un bilan prometteur des réalisations en Algérie entre 2020 et 2023, témoignant d'une dynamique croissante dans le domaine des énergies renouvelables. La fin de l'année 2023 marque une étape importante dans le domaine des EnR avec une capacité installée atteignant 600,9 MW, dont une large part hors hydroélectricité, reflétant une progression constante bien que le potentiel national reste encore partiellement inexploité.

P 2

PRÉSIDENTIELLE / DÉPART
DES BUREAUX ITINÉRANTS
DANS LE SUD

«Toutes les conditions réunies»

Toutes les conditions humaines et matérielles sont réunies pour le départ des bureaux itinérants, en prévision du scrutin de la présidentielle du 7 septembre, à la rencontre des électeurs parmi les populations nomades et des zones reculées et enclavées des wilayas du Sud, ont indiqué dimanche les délégations de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

P 5

PROMOTION DES PRODUITS
ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER

Deux expositions à Doha et à Johannesburg

Deux expositions spécifiques des produits algériens seront organisées à Doha (Qatar) et à Johannesburg (Afrique du sud) respectivement en octobre et novembre prochains, a-t-on appris de l'Agence nationale de promotion des exportations (ALGEX).

P 3



RÉUNION MINISTÉRIELLE DU
FORUM SUR LA
COOPÉRATION SINO-
AFRICAIN

Attaf depuis hier
à Pékin

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé lundi à Pékin (Chine) pour participer aux travaux de la 9e session de la réunion ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine prévue mardi, indique un communiqué du ministère. Cette réunion ministérielle entre dans le cadre des préparatifs du 4e Sommet Chine-Afrique, prévu les 5 et 6 septembre sous le thème «Bâtir un avenir commun pour l'Afrique et la Chine», selon la même source, qui précise que le sommet «évaluera les progrès réalisés dans la concrétisation des différents programmes de coopération et de partenariat entre les pays africains et la Chine dans divers domaines économiques, politiques et socioculturels et définira de nouveaux objectifs pour ces relations de coopération et de partenariat selon une approche répondant aux besoins et aspirations des deux parties». En marge des travaux de la réunion ministérielle, M. Attaf aura des rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues africains, conclut le communiqué.

EXPANSION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ALGÉRIE

Ce que révèle le rapport
de la CEREFE

Le rapport du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE) dresse un bilan prometteur des réalisations en Algérie entre 2020 et 2023, témoignant d'une dynamique croissante dans le domaine des énergies renouvelables. La fin de l'année 2023 marque une étape importante dans le domaine des EnR avec une capacité installée atteignant 600,9 MW, dont une large part hors hydroélectricité, reflétant une progression constante bien que le potentiel national reste encore partiellement inexploité. Le secteur des énergies renouvelables est en pleine expansion, soutenu par des projets ambitieux qui devraient permettre de dépasser les 4.000 MW de capacité installée à terme.

Par Mourad A.

L'essor remarquable du solaire photovoltaïque se distingue particulièrement, avec une multiplication des installations, notamment à travers des kits solaires hors réseau qui participent de manière significative à l'électrification des régions éloignées. Ce développement se concrétise par la réalisation prévue de 21 nouvelles centrales photovoltaïques à travers les wilayas du pays, dont celle de Gara Djebilet, qui à elle seule totalisera une capacité de 3.200 MW. Ces projets s'accompagnent de l'hybridation des centrales diesel ou à turbines à gaz dans le

sud du pays, illustrant une stratégie d'intégration du solaire dans les régions les plus isolées. Sur le plan industriel, l'émergence de bureaux d'études et d'entreprises spécialisés dans les systèmes solaires souligne la vitalité du secteur. L'Algérie voit naître un tissu industriel solide avec six usines de montage et d'encapsulation des modules photovoltaïques, une infrastructure essentielle pour asseoir l'indépendance énergétique du pays et soutenir l'expansion des énergies renouvelables. Le ministère de l'Énergie et des Mines (MEM) a d'ailleurs procédé en 2023 à l'attribution provisoire des marchés pour la réalisation des projets "2.000 MW" et "Solar 1.000 MW", visant respectivement la construction de 15 et 5 centrales solaires photovoltaïques dans diverses wilayas du pays. La formation des compétences joue un rôle clé dans cette transition. Le rapport met en lumière un accroissement significatif du nombre de diplômés dans les spécialités liées aux énergies renouvelables, un atout précieux pour accompagner la croissance du secteur et assurer la pérennité des projets en cours. Parallèlement, l'infrastructure solaire continue de se développer avec des centrales hybrides en cours de réalisation dans des régions comme Adrar, Béchar, et Tindouf, renforçant ainsi le réseau énergétique national. Dans le contexte énergétique global de l'Algérie, le pays est fortement dépendant des hydrocarbures pour ses recettes budgétaires et ses exportations. Cette dépendance a poussé le gouvernement à diversifier son mix énergétique en se tournant vers les énergies renouvelables

(EnR) et l'hydrogène vert, alignant ainsi sa stratégie avec les Objectifs de Développement Durable et le Plan National Climat. Le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux, dont la production de 15.000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2035 et le développement d'une filière d'hydrogène vert principalement orientée vers l'exportation. La stratégie nationale de l'hydrogène, publiée en mars 2023, met en avant des objectifs à atteindre d'ici 2025, tels que la diversification du mix énergétique, la constitution d'un hub pour la production et l'exportation d'hydrogène, la maîtrise technologique de la chaîne de valeur de l'hydrogène, et la réduction de la consommation locale en hydrocarbures. En comparant les objectifs tracés avec les réalisations actuelles, il est évident que l'Algérie a fait des progrès significatifs, notamment avec les capacités installées en énergies renouvelables qui continuent de croître et les projets d'envergure qui sont en cours de réalisation. Toutefois, l'objectif de 15.000 MW d'ici 2035 reste ambitieux, nécessitant une accélération des efforts pour combler l'écart entre les capacités actuelles et les projections futures. L'introduction de l'hydrogène vert représente également un défi de taille, tant au niveau technologique qu'institutionnel, pour lequel une stratégie claire et un soutien international seront cruciaux. Malgré ces défis, les bases solides posées ces dernières années montrent que l'Algérie est sur la bonne voie pour réaliser sa transition énergétique, bien que des efforts supplémentaires soient nécessaires pour atteindre pleinement les objectifs fixés.

EN PRÉVISION DES ÉLECTIONS DU 7 SEPTEMBRE

Le ministère de l'Intérieur prend
des mesures spéciales

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a pris des mesures spéciales applicables à travers l'ensemble du territoire national durant la période allant de vendredi à dimanche prochain, et ce en prévision de l'élection présidentielle du 7 septembre, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. "En prévision de l'élection présidentielle anticipée du 7 septembre 2024, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a pris des mesures spéciales applicables à travers l'ensemble du territoire national durant la période allant du vendredi 6 septembre 2024 à minuit (00:00) jusqu'au dimanche 8 septembre 2024 à 5h00", ajoute le communiqué. "Il s'agit du report, à des dates ultérieures, de toutes les manifestations sportives et/ou culturelles et la fermeture des marchés hebdomadaires, tous types confondus, l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises (gravats, sable, bois et dérivés et tous les autres matériaux de construction) et des citernes de carburant, en sus de l'interdiction du transport de marchandises par voie ferrée", précise la même source. Par ailleurs, "les activités liées à la circulation des véhicules chargés de l'approvisionnement des populations en produits alimentaires et des marchés quotidiens de gros, de demi-gros et de détail des fruits et légumes ne sont pas concernés par ces mesures", selon le communiqué.

R N.

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE

La 9^e édition du salon ALGEST prévue du 2 au 5 octobre à Alger

La 9ème édition du Salon dédié à la sous-traitance industrielle et à l'intégration nationale (ALGEST) se tiendra du 2 au 5 octobre prochain, au Palais des expositions (SAFEX) d'Alger avec la participation de plus de 100 exposants, a indiqué dimanche un communiqué des organisateurs. Ce salon, organisé par la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat (BASTP) et le World Trade Center Algiers (WTCA), au niveau du Pavillon "A", est placée sous le parrainage du ministre de l'Industrie et

de la Production Pharmaceutique, a précisé la même source. Cette 9ème édition se déroulera durant quatre jours sous le slogan "Pour une croissance industrielle innovante et diversifiée", et verra la participation de plus de 100 exposants, entre donneurs d'ordre et receveurs d'ordre, a ajouté le communiqué, assurant que 6000 visiteurs sont attendus à cette édition. Il a souligné que "les réformes structurelles déjà engagées et qui ont commencé à porter leurs fruits au niveau macro-économique, doivent impérativement se tra-

duire, au niveau de la sphère réelle, par une attractivité plus grande, notamment par le développement d'investissements directs étrangers massifs dans tous les secteurs de l'économie nationale, notamment au niveau du secteur industriel". Pour cette édition, deux axes majeurs ont été identifiés à savoir : la diversification des activités industrielles, tant au niveau des secteurs que de leurs marchés, ainsi que le développement lié à l'innovation. Ils ont dans ce cadre, souligné que "le renouveau du secteur véhicule avec ses dif-

férentes branches (automobile, véhicules industriels, machinisme agricole, cycle, motocycles), ou encore la relance du secteur minier à travers le lancement de projets d'exploitation du minéral de fer, phosphates et autres dérivés, ajouté au regain d'activité du secteur de la production pharmaceutique, constitueront le fer de lance de cette diversification. Les industries manufacturières ainsi que le secteur de l'énergie continueront d'entraîner l'activité de sous-traitance au fur et à mesure de leur développement, a-t-on souligné.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VISANT À RENFORCER SON ATTRACTIVITÉ SUR LE MARCHÉ BANCAIRE

De nouveaux avantages pour la finance islamique

L'Etat veut développer davantage la finance islamique. Des réformes profondes ont été engagées, visant à l'adaptation du cadre juridique régissant cette finance qui est en pleine expansion en Algérie notamment en matière de dépôts.

Par Sirine R

Au terme de l'année 2023, l'encours des dépôts relevant de la finance islamique s'élève à 680,1 milliards DA contre 554,8 milliards à fin 2022 soit une croissance de l'ordre de 22,6 %, selon les derniers chiffres de la Banque d'Algérie. Cependant le financement via la finance islamique ne connaît pas la même croissance que les dépôts. Les marges bénéficiaires des prêts sont considérées élevées. Mais avec les récentes réformes, les financements conformes aux préceptes de la charia devraient être plus attractifs et compétitifs sur la place bancaire nationale. En effet, cette finance qui commence à faire place sur le marché financier algérien sera mise sur le même pied d'égalité que la finance conventionnelle notamment en matière d'avantages. S'exprimant à l'APS, plusieurs intervenants sur le marché de la finance islamique estiment que les contraintes qui existaient en raison de textes juridiques inadaptés aux caractéristiques de ce nouveau type d'activité bancaire ont commencé à disparaître progressivement avec la publication de plusieurs décrets visant à lui conférer les mêmes avantages que la finance conventionnelle. Le plus récent de ces décrets est celui du 13 juillet dernier relatif à la bonification du taux d'intérêt ainsi que du pourcentage de la marge bénéficiaire des prêts immobiliers accordés par les banques et les établissements financiers. Ce nouveau texte fixe les niveaux et les modalités d'application de ces bonifications au titre des opérations bancaires exécutées dans le cadre des produits de financement islamique pour l'acquisition d'un logement collectif, la construction d'un logement rural ou la construction d'un logement individuel réalisé sous forme groupé dans des zones définies des wilayas du Sud et des Hauts Plateaux.

Grâce à ce texte, les demandeurs de financement bancaire selon la formule islamique pourront bénéficier d'une bonification assurée par le Trésor public sur la marge bénéficiaire applicable, de l'ordre de 5 % lorsque les revenus du bénéficiaire (plus, le cas échéant, ceux de son conjoint) se situent entre une et six fois la valeur du salaire minimum national garanti (SNMG) et de 3 % lorsqu'il est compris entre six et 12 fois le SNMG. Ainsi, le client devra payer une marge bénéficiaire bonifiée sur son prêt immobilier, qui peut atteindre 1 % lorsque le revenu du bénéficiaire se situe entre une et six fois le SNMG et 3% lorsqu'il se situe entre six et 12 fois le SNMG. Dans ce cadre, le membre du Haut Conseil Islamique (HCI) et expert en finance islamique, Mohamed Boudjellal, a souligné l'importance de ce décret qui «constitue un saut qualitatif permettant d'élargir la portée des financements accordés par les banques et guichets islamiques, et permettra à ces institutions financières de capitaliser les dépôts collectés au cours des quatre dernières années». Il s'agit également d'une nouvelle étape qui permet à la finance islamique de se rapprocher de la finance classique en matière d'avantages, et qui ouvre la voie à d'autres chantiers comme la généralisation du soutien accordé par l'Etat aux investisseurs dans divers secteurs (industrie, agriculture, tourisme..), à l'instar de ce qui se fait dans la finance conventionnelle. Pour sa part, le chef du département de la finance islamique au Crédit populaire algérien (CPA), Sofiane Mazari, a estimé que les dispositions du nouveau décret exécutif constituaient «un pas important pour renforcer l'accès au financement immobilier dans le cadre des produits de la finance islamique», car ils permettront «de lever une contrainte majeure qui a entravé la croissance du secteur». La finance islamique était confrontée à un défi

majeur avant la publication de ce décret, car elle ne bénéficiait pas du soutien du Trésor, «ce qui la rendait plus couteuse pour les clients et entravait ainsi sa compétitivité par rapport à la finance classique». Ce nouveau décret, qui s'inscrit dans le cadre d'une série de textes visant à renforcer le rôle de la finance islamique sur le marché, permettra de réduire les coûts des prêts immobiliers, faciliter l'accès à la propriété avec des charges moindres, selon le responsable. A titre d'exemple, le nouveau texte devrait permettre des réductions allant de 20.000 DA à 30.000 DA, au profit des clients concernés de cette banque publique, sur les mensualités payées dans le cadre de leurs prêts immobiliers. Selon une simulation d'un prêt bancaire pour l'achat d'un appartement de 8 millions DA, sur une durée de 30 ans, sur la base des marges appliquées actuellement au guichet de la finance islamique du CPA, au profit d'un client ayant un revenu mensuel de 80.000 DA, le montant du financement sera de 7,2 millions DA, avec un apport personnel de 800.000 DA, et le montant des mensualités sera de 43.000 DA. Toutefois, la mise en œuvre du nouveau décret permettra de réduire le montant des mensualités à 23.000 dinars, si le client remplit les conditions exigées pour bénéficier de la bonification, notamment celle de ne pas bénéficier d'aucune aide financière de l'Etat pour l'acquisition d'un logement. Une autre simulation sur un financement d'une valeur de 12 millions DA, avec un apport personnel de 1,2 millions DA et un financement de 10,8 millions DA, les mensualités versées par le client à la banque publique passeront d'environ 64.000 DA à 45.000 DA après la mise en œuvre des dispositions du nouveau décret, selon les explications du même responsable.

PROMOTION DES PRODUITS ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER

Deux expositions à Doha et à Johannesburg

Deux expositions spécifiques des produits algériens seront organisées à Doha (Qatar) et à Johannesburg (Afrique du sud) respectivement en octobre et novembre prochains, a-t-on appris de l'Agence nationale de promotion des exportations (ALGEX). La première exposition sera organisée à Doha du 22 au 27 octobre prochain, tandis que la deuxième à Johannesburg du 20 au 25 novembre. L'Agence a, par là même, invité les opérateurs économiques à "saisir cette opportunité pour développer leurs entreprises à l'international, promouvoir leurs produits et rencontrer des acheteurs et des distributeurs pour établir des partenariats à l'international", ajoute la même source. En mai dernier, la 6e Foire des produits algériens à Nouakchott a été organisée avec la participation de 183 exposants des différents secteurs économiques, lors de laquelle sept (7) accords de coopération ont été signés entre des opérateurs économiques algériens et mauritaniens, en matière de collaboration, d'exportation et de représentation commerciale dans divers secteurs.

ENTRE ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET MULTIPLICATION DE DÉPENSES

Le gouvernement table sur une rentrée sociale réussie

Par Réda Hadi

La rentrée sociale à l'instar de tous les pays, coïncide avec la rentrée scolaire. Pour cette rentrée sociale, le gouvernement entend déployer tous ses moyens pour la réussir, et ce d'autant plus que le gouvernement aura à gérer, outre la rentrée sociale, les élections présidentielles. C'est sous le signe de ces deux événements, que l'Algérien lambda est sous pression. C'est avec un certain ressentiment d'impuissance, que l'Algérien devra affronter les dépenses de la rentrée scolaire. La rentrée sociale de cette année, a toute les apparences d'un défi de taille où se mêlent attentes sociales et enjeux politiques. Cela impose une gestion rigoureuse des deux fronts pour éviter que l'un ne vienne perturber l'autre. Beaucoup assurent que le gouvernement scrute de près la rentrée sociale 2024-2025. Lors du conseil du gouvernement du 14 août dernier, les membres de l'exécutif se sont penchés sur ses préparatifs dans l'optique de réunir toutes les conditions pour assurer et garantir une rentrée sans faille et surtout sans perturbation.

Avec la présidentielle qui pointe à l'horizon tout proche et compte tenu des grands axes des programmes de campagnes électorales des candidats à la magistrature suprême, la rentrée sociale se fera sous le signe de la relance économique. Durant cet exercice, le gouvernement a mis l'accent sur les réformes économiques et sociales qui ont contribué à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la valorisation des salaires des fonctionnaires et des pensions des retraités, la réduction du chômage, la mise en place de mesures de facilitation dans le cadre de l'entrepreneuriat et promotion des investissements... Force est de constater que le climat social semble être moins favorable aux grèves et aux manifestations de contestation, même si des revendications persistent dans certains secteurs. En effet, les ménages algériens après s'être, plus ou moins ruinés à cause des vacances, des fêtes familiales et religieuses, devront encore donner, au vu de hausses inexplicables de certains produits, exercées par des spéculateurs. Cela étant dit, les partenaires sociaux, gouvernement, patronat et syndicat sont dans

l'obligation de conjuguer leurs efforts et de coordonner leur action dans l'intérêt du pays. L'objectif étant de garantir une stabilité sociale qui engendrera, en conséquence, la prospérité de notre économie et au-delà de notre pays. Si l'Algérien est connu pour sa forte résilience, il n'en demeure pas moins, que celle-ci sera malmenée par des nouvelles hausses incompréhensibles surtout. En effet, alors que les pouvoirs publics affichent une certaine sérénité, au vu des dispositions qu'ils ont prises, dans les marchés, par exemple la pomme de terre qui ne coûtait que 60 Da, se vend allègrement à plus de 120 DA. Une aberration après des récoltes record en agriculture. En bref, l'algérien, hormis les spéculations agricoles, craint le plus, la cherté des affaires scolaires. Les affaires scolaires sont un produit, auquel on en peut se dérober, ni reporter l'échéance. Dans les magasins, les prix ont connu une certaine hausse, et beaucoup hésitent à s'approvisionner dans ces marchés à ciel ouvert les prix des affaires scolaires sont parfois modiques, mais obligent à réitérer l'achat, à cause de la très mauvaise qualité des pro-

duits. Des économistes aiment à préciser que de toutes les dépenses, la rentrée scolaire est la plus onéreuse, et reste une source de préoccupation pour les familles, notamment sur le plan financier, en raison des dépenses liées à la scolarisation des enfants. Le budget moyen par enfant varie entre 15.000 DA et 30.000 DA, ce qui représente entre 75% et 150% du Salaire national minimum garanti (SNMG), fixé à 20.000 DA par mois. Cette charge financière comprend les fournitures scolaires, l'habillement, les chaussures, le transport et les manuels scolaires. Les pouvoirs publics quant à eux disent, être conscients qu'avec un revenu moyen par ménage estimé à environ 60.000 DA par mois, les coûts de la rentrée pour une famille avec deux enfants peuvent représenter près d'un mois de revenu, et que c'est une priorité pour le gouvernement. Et que grâce aux initiatives de soutien, comme la prime de scolarité, l'État s'efforce de garantir que tous les enfants puissent accéder à l'éducation sans que cela ne pèse trop lourdement sur les finances familiales.

DONNÉES PERSONNELLES

Journée de formation au profit de cadres d’Algérie Télécom Satellite

L’Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) organise, lundi, une journée de formation au profit de cadres d’Algérie Télécom Satellite (ATS), a indiqué dimanche un communiqué de cette instance. "L'ANPDP organise, lundi 2 septembre 2024, une journée de formation au profit de cadres d'Algérie Télécom Satellite (ATS), à la demande de cette dernière", lit-on dans le communiqué. Cette formation s'inscrit dans le cadre de "l'accompagnement des instances publiques et privées chargées du traitement des données à caractère personnel, pour veiller à leur conformité aux dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques en matière de traitement des données à caractère personnel", conclut la même source.

CROISSANT-ROUGE ALGÉRIEN

Distribution de 5 000 trousseaux scolaires aux élèves nécessiteux à Djelfa

Une caravane de solidarité pour la distribution de 5.000 trousseaux scolaires à des élèves issus de familles nécessiteuses a été lancée, dimanche à Djelfa, par le Croissant-Rouge algérien (CRA), en perspective de la prochaine rentrée scolaire 2024/2025. Cette opération de solidarité initiée par le CRA au profit d’élèves des trois cycles scolaires (primaire, moyen et secondaire) issus de familles nécessiteuses, a été supervisée par la présidente de cette organisation caritative, Ibtissam Hamlaoui, en compagnie du wali de Djelfa Ammar Ali Bensaâd. L’occasion a été saisie pour l’inspection d’un nombre de projets visant l’amélioration des conditions de vie des citoyens dans les communes de Meliliha et Zaâfrane, dont l’ouverture de pistes rurales, le bitumage de routes et le raccordement de cités d’habitations au gaz naturel. "Ces projets consacrent les efforts de l'Etat visant la promotion du niveau de vie des citoyens", a souligné le wali sur place. Mme Hamlaoui a également supervisé une opération de distribution de matériel médical fourni par le CRA au profit des salles de soins de "Zerika" commune de Meliliha à l'Est de la wilaya, et de Zaâfrane, à l'ouest, dans le cadre des efforts de rapprochement des prestations sanitaires des citoyens, notamment dans les zones reculées.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PÉTROLE

Le Brent à plus de 77 dollars

Les cours du pétrole hésitaient lundi attentifs aux données économiques chinoises, pays déterminant pour les investisseurs car moteur de la croissance mondiale de la demande en brut. Lundi matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,25% à 77,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait 0,29%, à 73,76 dollars. Les cours oscillent entre gains et pertes en raison « des préoccupations concernant l'économie chinoise », affirment les analystes. L'activité manufacturière en Chine a repris

des couleurs en août, selon un indice indépendant publié lundi, un signe encourageant de la santé du monde industriel apportant un certain soutien aux prix. Ces chiffres vont cependant à rebours des données officielles qui font état d'une contraction. L'indice PMI officiel publié samedi par le Bureau national des statistiques (BNS) avait montré un net recul de l'activité manufacturière, à 49,1 points en août - une contraction encore plus forte que le mois précédent (49,4). Les investisseurs scrutent l'état de santé de l'économie chinoise depuis le ralentissement de la croissance au deuxième trimestre, le pays étant le premier importateur de brut au monde. «A l'avenir, les données

économiques chinoises seront examinées afin de déterminer comment la puissance asiatique se maintient au cours du troisième trimestre», soulignent les analystes. Le marché reste aussi attentif aux «signes de plus en plus évidents que l'Opep+ (l'Organisation des pays exportateurs de brut et leurs alliés, ndlr) augmentera effectivement sa production au 4ème trimestre 2024, comme cela avait été annoncé». Début juin, l'alliance avait annoncé qu'elle pourrait réintroduire progressivement environ 2,5 millions de barils par jour dès octobre, avec la fin des réductions volontaires supplémentaires de certains membres et l'augmentation de l'objectif de production des Émirats arabes unis.

NOVO NORDISK ALGÉRIE

Exportation de stylos à insuline vers l’Afrique septembre courant

Novo Nordisk Algérie se lancera dans l'exportation de stylos à insulines modernes vers l'Afrique à partir de septembre courant, selon un communiqué rendu pu-

blic dimanche par cette entreprise. "Le site de fabrication de stylos à insulines modernes de Novo Nordisk Algérie exportera ces stylos vers l'Afrique à partir de ce mois de septembre 2024", est-il annoncé dans le communiqué. Selon la même source, le Directeur général de Novo Nordisk Algérie, M.Hamza Benharkat a souligné la "priorité" accordée par Novo Nordisk Algérie à "la mise en œuvre de nos installations de fabrication actuelles pour assurer une disponibilité durable des médicaments innovants pour les patients algériens", réitérant l'engagement de l'entreprise à "tirer profit de toutes ses capacités de production". A noter que Novo Nordisk Algérie dispose de deux sites de production, à Tizi-Ouzou et Boufarik (Blida). Fin

avril dernier, le site de production de Boufarik, spécialisé dans la production de stylos à insulines modernes, a lancé sa première opération d'exportation de stylos à insuline vers le Royaume d'Arabie Saoudite. "Cette opération, réalisée en trois étapes, a englobé 2,5 millions de stylos à insuline, avec un chiffre d'affaires estimé à 11 millions d'Euros. Entrée en production en 2006, l'unité de Tizi-Ouzou a réalisé sa première opération d'exportation de Metformin vers la Libye, en novembre 2023. Cette unité spécialisée dans la fabrication de formes sèches d'antidiabétiques oraux (Metformin) assure 50% de la demande nationale dans ce domaine, est-il souligné dans le même communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية المصايد
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإساعة الإستهلاك ليوم 02 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 02 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	86	107	65	البطاطا
	Tomate	61	72	50	الطماطم
	Oignon sec	42	49	36	البصل الجاف
	Ail sec	375	436	313	الثوم الجاف
	Carotte	75	84	66	الجزر
	Navet	105	117	93	لفت
	Poivron	100	113	88	القلقل الأخضر
	Piment	120	135	104	القلقل الحار
	Courgette	107	119	96	الكوسة
	Haricot vert	194	218	169	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	119	132	105	الخس
	Pomme locale	384	495	274	التفاح المحلي
	Datte	559	676	442	التمر
	Melon	102	114	90	البطيخ الأصفر
	Pastèque	82	91	72	البطيخ الأحمر
	Poire	374	442	305	الإجاص
	Raisin	215	282	147	العنب
Produits d'origine animale	Banane	454	467	440	الموز
	Viande bovine locale	1792	1935	1649	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	456	469	443	الدجاج
	Cœufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	89	حليب البقر (لتر)



Election présidentielle 07/09/2024



DÉPART DES BUREAUX ITINÉRANTS DANS LE SUD

«Toutes les conditions réunies»

Toutes les conditions humaines et matérielles sont réunies pour le départ des bureaux itinérants, en prévision du scrutin de la présidentielle du 7 septembre, à la rencontre des électeurs parmi les populations nomades et des zones reculées et enclavées des wilayas du Sud, ont indiqué dimanche les délégations de wilaya de l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Synthèse S R

Pour ces bureaux itinérants le scrutin est avancé réglementairement de 72 heures, 48 heures et 24 heures pour permettre aux électeurs d’accomplir librement leur droit et devoir civique et de choisir leur candidat à la présidentielle, a-t-on précisé. Le premier bureau itinérant parmi un dispositif de dix (10) bureaux similaires mobilisés dans la wilaya de Tindouf prendra son départ vers les zones enclavées d’El-Kehal et Chenachène (600 km de Tindouf), où le scrutin sera avancé de 72 heures pour permettre aux électeurs des populations nomades de ces régions d’accomplir leur devoir électoral, a affirmé le délégué de l’ANIE, Mebarak Seddiki. Les autres bureaux itinérants, trois (3) dans la commune de Tindouf pour les zones de Gara-Djebilet, Tafakoumt et Hassi Nagua, et six (6) dans celle d’Oum-Laâssel, devront s’ébranler lundi vers les régions éparses de Bouokba, Oued El-Kherrab, El-Houaouiche, Hassi-Mounir, Hassi El-Beida, et les environs d’Oum-Lâassel, a fait savoir le même responsable. Dans la wilaya d’Ouargla, six (6) bureaux de vote itinérants devront s’ébranler mardi, 48 heures avant le jour du scrutin, pour permettre aux électeurs des zones enclavées de la daïra frontalière d’El-Borma d’accomplir leur droit civique. De même pour la wilaya d’Adrar où trois (3) bureaux de vote itinérants s’ébranleront à

destination des régions éparses des communes de Tsabit, Timi et Reggane, en avance de 24 h du jour du scrutin, selon le coordinateur local de l’ANIE, Mes-saoud Khatir. Les électeurs parmi les populations nomades et des zones éparses sur le territoire des communes de Bordj Badji-Mokhtar et Timiaouine (wilaya frontalière de Bordj Badji Mokhtar), seront au rendez-vous avec les bureaux de vote itinérants où le scrutin est avancé de 48 heures réglementairement, pour exprimer leurs voix concernant la présidentielle du 7 septembre, a signalé le coordinateur de la délégation de wilaya de l’ANIE, Lyès Dhahbi. Tous les moyens (encadrement et matériel) ont été mobilisés par la délégation locale de l’ANIE pour permettre aux électeurs de s’acquitter de leur devoir électoral dans de bonnes conditions et voter en faveur de leurs candidats. Une caravane de neuf (9) bureaux de vote itinérants s’ébranlera mardi dans la wilaya de Djanet (extrême Sud-est du pays), à la rencontre des élec-

teurs des zones éparses et enclavées pour leur permettre d’accomplir leur devoir électoral, avancé réglementairement de 72 heures, dans le cadre de la présidentielle du 7 septembre, a indiqué le coordinateur de l’ANIE, Laid Laika. Pour ce qui concerne la wilaya de Tamanrasset, une caravane de vingt-neuf (29) bureaux itinérants devra prendre le départ à destination des zones et régions éparses pour permettre aux 21.603 électeurs inscrits au niveau de cinq communes de voter. Dix neuf (19) d’entre eux seront au rendez-vous des électeurs 72 heures avant le scrutin et les dix (10) autres 48 heures avant, selon, les données fournies par la délégation de wilaya de l’ANIE. Quant à la wilaya d’In-Salah, des caravanes regroupant quatre bureaux de vote itinérants devront rallier les zones éparses de Tiguentour et Ain El-Hadjadj (commune d’In-Salah), pour permettre aux électeurs d’accomplir, 48 h à l’avance, leur devoir électoral, et deux autres bu-

reaux itinérants ont été réservés aux électeurs des zones d’El-Beteha et Ain El-Kahla (commune de Foggaret-Ezzoua), d’après la délégation locale de l’ANIE. Au Sud-ouest, quatre (4) bureaux itinérants sont prévus dans la wilaya de Bechar pour sillonner les zones éparses à la rencontre des électeurs pour leur permettre d’élire leurs candidats à la présidentielle du 7 septembre, selon la délégation de l’ANIE. Ces bureaux itinérants, qui sillonneront les zones éloignées des communes de Bechar, Béni-Ounif et Abadla, seront encadrés de 5 agents, en plus des représentants des candidats. Ils couvriront les zones reculées d’Oued Namous (commune de Bechar) et de Rosf Ettayba, Oued Lakhdar et les environs de Fendi (commune frontalière de Béni-Ounif) où le vote débutera 72 heures avant le jour J, tandis que le bureau itinérant (mixte) où le vote est avancé de 24 heures concernera les zones éparses de Boudib, Ksikssou, Sfaya et Hassi Erratma (commune d’Abadla).

Le SG de l’UGTA appelle à une forte participation

Le Secrétaire général de l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, a appelé lundi, à partir de Mascara, à une forte participation à l’élection présidentielle du 7 septembre, pour "défendre la dimension sociale de l’Etat". Animant un meeting ayant regroupé des adhérents et

représentants des sections syndicales de la wilaya de Mascara affiliées à l’UGTA, organisé à la Maison de la culture Abi Ras-Ennaciri, dans le cadre de la sensibilisation à l’importance de l’élection présidentielle, M. Takdjout a mis l’accent sur la nécessité d’une "forte" participation des citoyens à cette échéance

électorale "afin de préserver les acquis de l’indépendance et de défendre la dimension sociale de l’Etat algérien". Le Secrétaire général de l’UGTA a, d’autre part, affirmé que "la participation massive à la prochaine échéance électorale signifie la préservation du pays et sa protection face aux défis, notam-

ment extérieurs". Il a souligné que l’Union générale des travailleurs algériens espérait que cette élection présidentielle soit une opportunité pour renforcer la prise en charge des revendications des travailleurs et améliorer leurs conditions sociales et professionnelles.

LORS D’UNE ACTIVITÉ DE PROXIMITÉ À BATNA

Hassani Cherif s’engage à la préservation de la patrie et à la réalisation du développement

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle du 7 septembre prochain, M. Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, lundi depuis Batna, que son projet politique visait à "servir la patrie, à préserver sa souveraineté et à réaliser le développement". Organisant une activité de proximité au centre-ville à l’avant-dernier jour de la campagne de la Présidentielle, M. Hassani Cherif qui était accompagné des militants du parti et de ses partisans, a souligné que la wilaya de Batna constituait "la capitale des Aurès et la ville natale du père de la Révolution de libération, le Chahid Mustapha Benboulaïd, une wilaya historique à grande portée symbolique". Il a également affirmé, à cette occasion, que son programme électoral "se veut un projet national unificateur à même de préserver la patrie et sa souveraineté, la cohésion sociale et les valeurs et libertés", un projet, poursuit-il proposant "les solutions idoines aux préoccupations des citoyens en vue de réaliser un développement global". Le candidat du MSP s’est également rendu au centre-ville de Barika, où il a échangé avec les citoyens, mettant l’accent sur "le rôle important des jeunes dans le parachèvement du processus d’édification des aïeux", à travers "l’adoption de programmes spéciaux pour la protection et la sensibilisation des jeunes à la responsabilité qui leur incombe dans l’édification et la défense de la patrie". Il a ajouté que son programme tendait à "créer des emplois et à promouvoir l’investissement dans différents domaines en fonction des besoins de chaque région", appelant les citoyens à voter en sa faveur le 7 septembre afin de lui permettre de concrétiser son programme électoral.

BRAHIM MERAD DEPUIS BECHAR

«Voter massivement pour Abdelmadjid Tebboune pour qu’il poursuive son œuvre de développement global du pays»

Brahim Merad, directeur de campagne du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé dimanche, lors d’un meeting à Bechar, les électeurs des wilayas de Bechar et Béni-Abbes à voter massivement pour le candidat indépendant pour qu’il puisse poursuivre son œuvre de développement global du pays. "Le vote pour un deuxième mandat au profit du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune va lui permettre de poursuivre son œuvre de développement global dans tous les domaines", a souligné M. Merad lors de ce meeting organisé à la Maison de la culture "Kadi Mohamed". Le programme de M. Abdelmadjid Tebboune va permettre de faire de Bechar un pôle industriel d’excellence, grâce au lancement de plusieurs mégaprojets, notamment le futur complexe sidérurgique et la voie ferrée Bechar-Tindouf, en réalisation actuellement pour valoriser le gisement de fer de Gara-Djebilet, a-t-il indiqué. M. Merad a aussi souligné que le programme de M. Abdelmadjid Tebboune prévoit notamment la création de 450.000 nouveaux emplois, la poursuite de l’augmentation des salaires et la réalisation de grands projets structurants, dans le but de faire de l’Algérie un pays émergent. Il a appelé, à ce titre, les électeurs à se rendre massivement aux urnes le 7 septembre et choisir le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune pour garantir le parachèvement du processus d’édification d’une Algérie forte.

IL A ANIMÉ UN MEETING BÉJAÏA

Aouchiche s’engage à défendre les constantes et l’identité de la nation algérienne

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la Présidentielle du 7 septembre, M. Youcef Aouchiche, s’est engagé, dimanche soir depuis Béjaïa, à défendre les constantes et l’identité de la nation algérienne dans toutes ses composantes. Animant un meeting au Théâtre régional Abdelmalek-Bouguermouh, dans le cadre de la campagne électorale, M. Aouchiche a précisé qu’il comptait asseoir les bases d’une Algérie "solidaire" et "fière de son identité", s’engageant, s’il est élu, à "défendre l’identité et les constantes de la nation algérienne dans toutes ses composantes : l’arabité, l’amazighité et l’islam". Cette "diversité" doit être un "facteur d’unité" pour les Algériens, a affirmé le candidat du FFS, s’engageant à "protéger les langues nationales officielles, l’arabe et tamazight". Evoquant les principales réformes sociales proposées dans son programme électoral, M. Aouchiche a notamment cité "l’amélioration du pouvoir d’achat des citoyens et le renforcement de la solidarité nationale au profit des catégories vulnérables". Pour concrétiser ces objectifs, le candidat du FFS a appelé les citoyens à "soutenir son projet" et à "faire barrage aux tenants du boycott en allant voter massivement le 7 septembre".

HÔPITAL
PÉDIATRIQUE
D'ORAN

Une nouvelle
unité pour les
enfants
diabétiques

L'hôpital pédiatrique "Abdelkader Boukhroufa" d'Oran a récemment été renforcé par une nouvelle unité spécialisée dans la prise en charge du diabète de l'enfant, a-t-on appris auprès de cet établissement public spécialisé. Cette nouvelle unité relève du service de gastrologie, qui prend en charge les enfants diabétiques, depuis des années, sans disposer d'un espace dédié exclusivement à cette catégorie, a fait savoir la cheffe de ce même service, le Pr MimounaBessahraoui. La nouvelle unité a été installée au niveau de l'un des anciens bâtiments de l'hôpital, suite au déplacement d'une unité spécialisée dans la prise en charge des brûlés au nouvel hôpital des grands brûlés (USTO), a-t-elle précisé. Cette nouvelle unité dispose de toute une équipe, soit un maître assistant, trois éducatrices thérapeutiques, une diététicienne et une psychologue, a indiqué le Pr Bessahraoui, ajoutant qu'une moyenne de 600 consultations sont données, chaque trimestre, à des enfants de toute la région Ouest. "Il s'agit d'inculquer une éducation thérapeutique aux enfants diabétique de type 1, notamment, et à leurs parents, de façon à ce qu'ils soient capables d'équilibrer leur glycémie via une alimentation appropriée et un dosage adapté de l'insuline, pour avoir une vie plus au moins normale", a-t-elle souligné.

NÂAMA

Des projets de développement
pour la commune de Sfissifa

Les localités relevant de la commune de Sfissifa (Nâama), ont bénéficié d'une série de projets au titre des différents programmes destinés à améliorer le cadre de vie de leurs populations, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya.

L'agglomération secondaire de Fortassa, située à quelque 130 kilomètres du chef-lieu de wilaya, a ainsi bénéficié d'un projet de réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM), dont les travaux, actuellement en cours d'achèvement, ont fait l'objet de plusieurs visites d'inspection, ce dimanche, par les autorités locales, en prévision de son inauguration à l'occasion de la prochaine rentrée des classes. Par ailleurs, les chantiers inhérents à l'aménagement des infrastructures scolaires, ont également figuré au programme de la visite d'inspection du wali, LounesBouzegza et des auto-

rités de cette collectivité des Hauts-plateaux de l'Ouest du pays. A ces projets s'ajoute celui portant aménagement de l'Ecole primaire "Bendjedid Mohamed" dans la localité de Aou-zert, a fait savoir la même source, citant des opérations similaires ciblant les écoles primaires "Belkaïd Mohamed" et "DiafKada", situées respectivement dans les localités de Oulgag et Hassi Defla, pour une enveloppe budgétaire cumulée évaluée à 30 millions de dinars. Par ailleurs, d'autres opérations de développement ont été lancées au niveau de ces agglomérations portant principalement sur l'aménagement des routes et des ronds-points au ni-

veau de la localité de "Belegard", la réalisation d'espaces verts et d'aires de jeux pour enfants, d'une antenne administrative reliée au réseau de fibre optique, ainsi que l'achèvement de projets d'aménagement des cités et de réalisation de réseaux d'assainissement dans diverses zones d'habitation de la commune, signale-t-on. Le wali de Nâama a rassuré, lors de cette visite d'inspection, que "la rentrée scolaire se déroulera dans de bonnes conditions dans les différentes communes", tant pour les élèves que pour le personnel d'encadrement, annonçant que deux CEM seront inaugurés cette année à Sfissifa et Tirkount.

BOUIRA

Premiers essais techniques pour la mise en
exploitation de la nouvelle unité de Giplait

Le groupe industriel public des productions laitières "Giplait" a lancé dimanche les premiers essais techniques pour la mise en exploitation prochaine de son unité à Bouira d'une capacité de production de 250.000 litres par mois. Ces essais ont été effectués à l'intérieur de l'usine implantée à la sortie Est de la ville de Bouira, en présence de la Présidente-directrice générale du groupe Giplait, Mme SamahLahlouh, et du wali Abdelkrim Laâmourî.

Dans un point de presse, la P-dg de Giplait a expliqué qu'il s'agissait de premiers essais techniques lancés en prévision de la mise en exploitation de cette unité dans les prochains jours. "Une fois opérationnelle, cette usine produira jusqu'à 92 millions de litres par an", a déclaré à la presse Mme Lahlouh. L'ouverture de cette usine "permettra de couvrir tous les besoins de la wilaya de Bouira en matière de lait en

sachet et dérivés ainsi que les besoins de quelques wilayas voisines", a-t-elle fait savoir. "Cette unité est un projet ambitieux, et elle est le fruit des efforts consentis par les pouvoirs publics visant à développer l'économie locale et la filière lait et dérivés dans cette wilaya", a ajouté Mme Lahlouh. La même responsable a précisé également que l'objectif de ce projet "est de renforcer la capacité de production du Groupe Giplait, ainsi que

d'étendre son réseau de distribution à travers tout le territoire national. "Nous voulons également créer des postes d'emplois pour les jeunes de la région", a-t-elle dit. Construite sur une surface de plus de 3.500 m2 pour une enveloppe financière de 600 millions de dinars, cette usine est équipée de matériels et machines modernes en vue d'assurer une bonne production et une bonne qualité du lait, selon les détails fournis par la P-dg du groupe.

TIZI-OUZOU

Plus de 9.300 qx de figues récoltées depuis le début
de la campagne

Une production de 9.315 qx de figues a été réalisée dans la wilaya de Tizi-Ouzou du début de la récolte en juillet dernier à fin août, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). Cette quantité de figues a été récoltée sur une superficie de 730 ha répartis à travers le territoire de la wilaya avec un rendement moyen de plus de 12 qx/ha, a indiqué à l'APS la chargée de la filière arboricole à la DSA, KhelidjaChibani. Selon cette même responsable, il est prévu cette saison (de juillet jusqu'à octobre) une

production de plus 122.300 qx de figues. Cette récolte sera réalisée sur une superficie de 4.214 ha de figuiers entrés en production, sachant que la figueraie de la wilaya s'étend sur une superficie totale de 5.277 ha dont 1.063 ha non encore productifs. Sur ces 5.277 ha, 844 ha entrés en production sont répartis sur la localité d'Irdjen, suit Maâtkas avec une figueraie de 611 ha en production, puis Ouadhias avec 346 ha de figuiers productifs et Azazga avec 307 ha, selon la même responsable. La récolte de cette année, à l'instar de celle de la précédente saison, est "faible", a ob-

servé Mme Chibani, qui a expliqué cette situation par les changements climatiques qui ont négativement impacté la production, conjugué au manque d'entretien de figueraies et à l'acquisition de plants non certifiés. Elle a noté la nécessité pour les agriculteurs d'entretenir leur figueraies tout au long de l'année, de travailler le sol et recourir à l'irrigation des jeunes plants et d'acheter des plants certifiés pour être sur d'avoir au final la variété de figues souhaitées et des arbres productifs.

TIARET

Lancement des travaux de réalisation de la 2^e tranche de la route
reliant Aïn Dzarit et Rechaïga

Les travaux de réalisation de la 2ème tranche de la route reliant les villes de Aïn Dzarit et Rechaïga, dans la wilaya de Tiaret, sur une distance de 8,3 kilomètres, ont été lancés, dernièrement, dans le but de désengorger la Route nationale 40 (RN40) et de désenclaver les zones rurales de cette partie du territoire de la wilaya, a-t-on appris de la direction locale des Travaux publics (DTP). Le responsable de la Subdivision des travaux publics de la daïra de Mahdia, Mokhtar Zoubir, a indiqué qu'un premier tronçon de 6,4 km de cette voie qui s'étend sur 14,7 kilomètres, reliant les

communes de Aïn-Dzarit (wilaya de Tiaret) et Rechaïga, dans la wilaya déléguée de Ksar Challala, a déjà été réceptionné, il y a quelques mois. Les travaux du tronçon restant (8,3 km), visant le confortement du sol et la réalisation d'ouvrages d'art et de canalisations d'évacuation des eaux pluviales, ainsi que son revêtement en béton bitumineux, ont été confiés à deux entreprises, dans le cadre d'un financement puisée du budget (92,2 millions de dinars) de wilaya au titre de l'exercice en cours, sachant que le délai de concrétisation de l'opération est fixé à deux mois, a indiqué M. Zoubir.

La même source a fait observer que ce tronçon routier est appelé à écourter la distance séparant les villes de Rechaïga et Tiaret, ainsi qu'à éviter aux automobilistes devant rejoindre Tiaret-ville de devoir transiter par les villes de Hammadia, Mahdia, Si-El Haoues et Dahmouni. Cette voie contribuera également à désenclaver au moins un millier d'habitants des zones rurales, outre à ouvrir des perspectives de développement dans ces espaces de vie, notamment en impulsant l'investissement agricole, la commercialisation des produits de la terre et en facilitant la dynamique commerciale, signale-

t-on. Par ailleurs, parallèlement à cette opération, les travaux inhérents au projet de réhabilitation de la route reliant les zones d'El Khacha, dans la commune de Aïn-Dzarit, et le tronçon routier donnant accès à la commune de Rechaïga, sur une longueur de 6 km, ont débuté, pour une enveloppe budgétaire mobilisée dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSLL) estimée à 53 millions de dinars, a fait savoir la même source, ajoutant que le délai de concrétisation de ce projet est fixé à 4 mois.

Etats-Unis : à quoi se joue la présidentielle ?

A ce stade, les marchés prédictifs et les sondages donnent Kamala Harris en avance sur Donald Trump. Mais le vent peut tourner et la conjoncture économique, d'ici au scrutin du 5 novembre, jouera un rôle clé.

Par Vincent Pons (*)

L'élection présidentielle du 5 novembre prochain sera déterminante pour les Etats-Unis comme pour le reste du monde. Donald Trump n'a toujours pas reconnu sa défaite de 2020 et il a entraîné son parti dans ce déni. Il a par ailleurs laissé entendre qu'il nommerait une myriade de juges partisans et qu'il pourrait effectuer plus que deux mandats, ce qui est contraire à la Constitution. Bref, sa victoire fragiliserait la démocratie américaine. Le risque est tout aussi grand pour les alliés des Etats-Unis, Trump ayant annoncé qu'il renforcerait le protectionnisme commercial de son pays et qu'il mènerait une politique étrangère isolationniste. Ses intentions étaient identiques en 2016. Mais c'était, à l'époque, un outsider, dont la victoire avait longtemps semblé improbable. Aujourd'hui, son équipe est mieux préparée à exercer le pouvoir, et il peut compter sur le soutien du Parti républicain ainsi que d'une bonne partie des élites économiques. Celles-ci se réjouissent des baisses d'impôts promises, négligeant la menace qu'elles feraient peser sur la soutenabilité de la dette américaine. Pour bien appréhender les effets de la présidentielle américaine, il faudrait d'abord connaître les chances de Trump d'être réélu. Après la tentative d'assassinat à laquelle il avait survécu, sa victoire paraissait assurée. Mais la décision de Joe



Biden de se retirer de la course a rebattu les cartes. En quelques jours seulement, Kamala Harris a réussi à unifier le parti démocrate derrière sa candidature, et la convention démocrate a confirmé l'enthousiasme qu'elle suscite au sein de son parti. Comment traduire cette dynamique en chiffres ? Pour estimer la probabilité de victoire de chaque candidat, on peut naturellement utiliser les sondages et les modèles qui les agrègent, comme celui de Nate Silver, mais aussi consulter les marchés prédictifs tels que PredictIt. Les participants à ces marchés s'échangent des promesses de paiement dépendant du résultat de l'élection et dont le prix reflète ainsi les anticipa-

tions des participants. Par exemple, un titre rapportant un dollar en cas de victoire de Harris coûte aujourd'hui 55 centimes, ce qui indique que les chances de victoire de la candidate démocrate seraient d'environ 55 %. La fiabilité des marchés prédictifs est en général assez élevée quelques jours avant l'élection, mais ils restent imprécis et très variables auparavant. Ainsi, la « cote » de Harris a varié entre 40 et 59 centimes depuis le 21 juillet. A ce stade de la campagne, la variabilité des sondages et des marchés prédictifs reflète une incertitude réelle. Certains événements-clé restent à venir, y compris les débats entre Donald Trump et Kamala Harris et entre leurs

colistiers Tim Walz et JD Vance. Mais dans une étude fondée sur des élections de dix pays, nous avons mesuré que les débats ont en général bien moins d'impact qu'on ne le croit. D'autres travaux ont en revanche montré que la conjoncture économique est, elle, un facteur majeur : une bonne performance économique pendant le dernier trimestre précédant l'élection avantage en général le camp du président sortant. Or les études d'opinion révèlent que l'économie est, cette fois encore, le sujet que les électeurs jugent le plus important, et le bilan économique de l'administration sortante est mitigé. L'inflation, très élevée en 2022, est redescendue à 3 %, et le taux de chômage reste faible, à environ 4 %. Mais les ménages qui souhaitent acquérir un logement font face à des taux d'intérêt élevés, et les signes de prérécession se multiplient, à commencer par une baisse du nombre de nouveaux emplois. Jerome Powell a ainsi annoncé une réduction prochaine du taux d'intérêt de la Fed. S'il est impossible de préjuger du choix final des électeurs, le sort de l'élection pourrait paradoxalement dépendre du calendrier et de l'ampleur de cette baisse, décidée par une autorité indépendante, et de sa capacité à enrayer la crise économique.

(*) Professeur associé à l'université Harvard.
Source : Les Echos

Les services financiers et leur nouvelle quête de compétences

Par Par Viren Patel (*)

La compétition entre services financiers pour attirer les talents s'est intensifiée ces dernières années. Les entreprises ont accéléré leurs processus de recrutement pour répondre aux défis actuels. En 2020, les prévisions de McKinsey, anticipant une hausse de 6 % des emplois dans le secteur des services financiers d'ici à 2030, sont toujours d'actualité. Toutefois, les transformations récentes du paysage économique ont modifié les enjeux et les stratégies de recrutement. Crises économiques, impact des politiques gouvernementales, bouleversements réglementaires, vagues de fusions et d'acquisitions : l'industrie des services financiers a fait face à d'importants changements ces dernières décennies, dont la pandémie de Covid-19, qui a accéléré l'adoption de pratiques flexibles en matière d'organisation du travail, et

modifié les habitudes des consommateurs. Sans surprise, la technologie est le principal catalyseur de la transformation de cette industrie pour faire face à des défis de plus grande envergure. La pandémie de Covid-19 a accéléré l'adoption de services bancaires digitaux, nécessitant des investissements importants dans les infrastructures numériques et la cybersécurité, ainsi que dans le recrutement de talents spécialisés. Parallèlement, les nouvelles réglementations comme la DSP2, qui permet à des fournisseurs tiers d'accéder à des données bancaires avec le consentement des clients, ont favorisé l'émergence de services financiers innovants proposés par les fintechs. Avec ce nouvel environnement concurrentiel, elles ont explosé et révolutionné un secteur qui paraissait essoufflé avec des solutions telles que les portefeuilles numériques et les robots-conseillers, et autres services basés sur la block-

chain, attirant ainsi des talents créatifs et hautement qualifiés. Bien entendu, nouvelles technologies et intelligence artificielle (IA) vont de pair. L'IA révolutionne le service client et la gestion des RH. Bien que 66 % des professionnels des RH indiquent vouloir utiliser l'IA pour automatiser les tâches administratives (baromètre IA et RH de l'agence Axyx), certaines aptitudes resteront nécessaires pour maîtriser cette technologie et garantir durablement son efficacité. Les candidats disposant de précieuses compétences techniques, capables de tirer pleinement parti de l'IA, sont plus susceptibles de choisir une fintech, considérée à juste titre comme une entreprise de technologies, plus innovante et challengeante qu'un fournisseur de services financiers traditionnel. Cette industrie devra changer de mentalité et adopter une stratégie nouvelle pour s'adapter à un contexte en constante évolution. Se

focaliser sur les compétences plutôt que sur les rôles portera ses fruits à long terme. Comment embaucher quand on ignore quels seront les atouts requis ? Il convient désormais de tenir compte des outils nécessaires à la croissance d'une entreprise, et de repenser les compétences qui seront utiles au cours des vingt prochaines années en posant les bonnes questions : quelles sont les compétences qui manquent à une équipe ? Comment les déployer ? Quel profil pour quelle technologie ? Par conséquent, la planification des compétences (plutôt que des effectifs) permettra aux industries d'atteindre les niveaux d'agilité et de flexibilité indispensables pour s'adapter à l'arrivée de nouveaux acteurs s'appuyant sur de nouvelles technologies, et rester focalisées sur les besoins des clients.

(*) Stratégiste de l'industrie des services financiers chez Workday.
Source : Les Echos

EGYPTE

Le gouvernement approuve la construction du port sec de Borg El Arab

Pour les autorités égyptiennes, les transports constituent un secteur clé pour les objectifs de diversification de l'économie nationale. Le canal de Suez se positionne comme un des principaux maillons autour desquels se développent des infrastructures de soutien.

En Egypte, le ministère des Transports a obtenu du gouvernement l'autorisation d'attribuer un marché pour développer un nouveau port sec et un centre logistique à Borg El Arab dans le septentrion, à environ 55 km d'Alexandrie. Il s'agit d'un contrat de concession qui porte sur la conception, le financement, la construction et l'entretien des installations pendant 30 ans. Le projet dévoilé en août 2023 prévoit que le port soit connecté aux plateformes d'Alexandrie et de Dekheila, ainsi qu'à l'aéroport de Borg Al Arab à travers un réseau de routes et de voies ferrées. Il proposera divers services, dont le groupage, le dégroupage, la manutention et l'entreposage. L'infrastructure s'ajoutera à d'autres ports secs en construction ou en projet tels que



ceux de 10 Ramadan et du 6 octobre. Ces investissements font partie d'un plan global de l'Egypte pour le secteur portuaire, afin de développer plus d'infrastructures de soutien aux ports maritimes pour les décongestionner et offrir une meilleure interconnexion avec l'arrière-pays. Cette feuille de route intègre aussi des liaisons ferroviaires. Le but est de tirer davantage parti de la position géographique stratégique du Canal de Suez dans la chaîne portuaire mondiale, notamment pour le passage de cargaisons pétrolières et de fret conteneurisé entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Cela devrait à terme aider à concrétiser les politiques de l'Egypte en matière commerciale, qui visent à positionner le pays comme principal fournisseur de l'Afrique.

LIBYE

Levée prochaine du gel des avoirs à l'étranger du fonds souverain libyen

Le fonds souverain libyen, qui a vu ses actifs à l'étranger gelés en 2011 dans le cadre des sanctions contre l'ex-dirigeant Mouammar Kadhafi, a soumis en mars dernier un plan d'investissement à l'ONU. La Libyan Investment Authority (LIA) s'attend à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU lève le gel de ses avoirs à l'étranger d'ici fin 2024, a rapporté le site d'information The Libya Observer le 8 août, citant un

dirigeant de ce fonds souverain qui n'a pas été en mesure de procéder à de nouveaux investissements et de gérer son vaste portefeuille d'obligations et d'actions depuis plus d'une décennie. « La LIA est confiante dans le fait que le Conseil de sécurité approuvera d'ici novembre ou décembre 2024 le plan d'investissement qui lui a été soumis en mars dernier », a déclaré le président du fonds, Ali Mahmoud (photo). « Nous pensons que no-

tre plan d'investissement sera accepté », a-t-il ajouté. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait décidé de geler les avoirs de la LIA en 2011, dans le cadre des sanctions contre le régime de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Juste avant le gel de ses avoirs, le fonds souverain disposait au total de 67 milliards de dollars d'actifs. Le véhicule d'investissement, qui avait été lancé en 2006 pour fructifier les recettes

pétrolières du pays, détenait alors des biens immobiliers, des dépôts, des obligations ainsi que des participations dans plus de 300 sociétés à travers le monde, dont Siemens, UniCredit, Royal Dutch Shell, ENI et Vodafone. Selon le dernier rapport annuel du Bureau d'audit libyen (LAB) publié en octobre 2023, les actifs du fonds souverain libyen gelés à l'étranger ont baissé de 800 millions de dollars en 2022, à 38,88 milliards de dollars.

FINANCEMENTS BANCAIRES EN TUNISIE

Les causes d'un assèchement alarmant

La Tunisie fait face à un ralentissement significatif des financements bancaires, une situation qui inquiète aussi bien les particuliers que les entreprises. Cette baisse, attribuée à plusieurs facteurs, notamment la diminution de l'épargne dans les banques tunisiennes et les besoins croissants de financement du budget de l'Etat, pose de sérieux défis à l'économie du pays. L'analyste financier, Sofiane Al-Warimi, a souligné que le recul des financements en Tunisie est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la baisse de l'épargne dans les banques tunisiennes, qui constitue une source majeure de financement dans un environnement économique et financier dépendant principalement des financements bancaires. Lors de son passage sur les ondes d'une radio privée, Sofiane Al-Warimi

a précisé que ce recul est également lié aux besoins considérables de financement du budget de l'Etat, poussant ce dernier à émettre des bons du Trésor en s'appuyant essentiellement sur les banques locales. Il a expliqué que ces facteurs ont entraîné une diminution du volume des financements, ce qui se traduit par des demandes de prêts qui nécessitent beaucoup de temps avant d'obtenir une réponse. Il a noté que la Banque centrale a reconnu l'existence d'un problème de financement pour les particuliers et les entreprises et a exhorté les banques à revoir leurs politiques en la matière.

Taux d'intérêt excessifs

Al-Warimi a également mentionné que même ceux qui parviennent à obtenir des financements se retrouvent

confrontés à des coûts élevés en raison de la hausse des taux d'intérêt, notant qu'un prêt bancaire, même minimal, entraînera un taux d'intérêt d'au moins 10%. Concernant les prêts des sociétés de leasing financier, il a signalé que le taux d'intérêt directeur a atteint 13,83% au second semestre de 2023, considérant ce niveau comme particulièrement élevé. Il a mis en évidence le paradoxe d'une économie basée sur le financement bancaire, tout en observant un ralentissement et une rareté de ces mêmes financements. Selon lui, la solution réside dans la mise à disposition de financements nécessaires à des taux préférentiels pour soutenir l'investissement plutôt que la consommation, dans des délais précis, afin de permettre aux entreprises de reprendre la production et, ainsi, de contrôler les coûts de production.

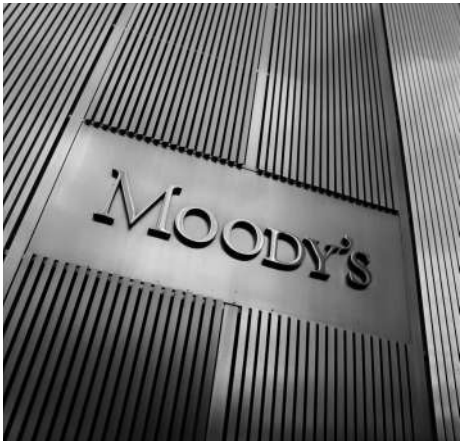
Sur un autre plan, Sofiane Al-Warimi a souligné qu'à ce jour, la législation de 1999 sur le taux d'intérêt directeur reste en vigueur, malgré la promulgation d'un décret en octobre 2022 qui la modifie, faute de textes réglementaires précisant les taux d'intérêt excessifs. Il a rappelé que, lors de la révision du Code de commerce, il a été stipulé que les banques tunisiennes doivent consacrer chaque année 8 % de leurs bénéfices à un fonds de financement des entreprises et des particuliers, précisant que ces financements ne sont soumis à aucune garantie, ni intérêts, ni commissions. Al-Warimi a aussi précisé que l'application de cette révision ne pourra être effective qu'avec la publication du décret définissant les conditions de ces financements, ainsi que les entreprises et particuliers qui pourront en bénéficier.

MALGRÉ DES RISQUES DE DÉGRADATION À L’HORIZON

Le Bénin conserve sa note B1 chez Moody’s

Si les réformes ralentissent ou si la croissance diminue, Moody’s pourrait dégrader la note du Bénin. À l’inverse, des progrès continus pourraient entraîner une amélioration. Tel est le message clair transmis par Moody’s vendredi, après avoir évalué le pays, qui avait levé 750 millions \$ en février dernier sur le marché des Eurobonds.

L’agence de notation Moody’s a confirmé ce vendredi 30 août la note souveraine du Bénin à B1 avec une perspective stable, tout en avertissant sur les risques potentiels de dégradation dans les mois à venir. Cette décision fait suite à une revue périodique menée le 27 août 2024, au cours de laquelle l’agence a réévalué la pertinence des notations actuelles en tenant compte des récentes évolutions économiques et politiques, marquées notamment par des tensions diplomatiques avec certains de ses voisins. Pour l’agence de notation, d’un côté, le pays bénéficie d’une stabilité macroéconomique soutenue par son appartenance à l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et par un plan de développement gouvernemental ambitieux, le Programme d’Actions du Gouvernement (PAG), qui a stimulé la croissance économique ces dernières années. De l’autre, « le Bénin demeure une économie de petite taille, peu diversifiée, et vulnérable aux chocs externes », notamment en provenance du Nigeria et de la région du Sahel - Burkina Faso et Niger - deux



zones en proie à des turbulences géopolitiques. Tous ces pays limitrophes, à l’exception du Togo, ont désormais une note de crédit allant de Caa1 à Caa3, signes de risques accrus et d’une instabilité qui pourrait, à terme, affecter l’économie béninoise, alerte l’agence de notation.

Une croissance résiliente, mais des défis persistants

Moody’s observe que le Bénin devrait

continuer de bénéficier d’une croissance économique soutenue, avec une prévision de croissance du PIB réel oscillant entre 6 % et 7 % au cours des cinq prochaines années.

Cette performance, l’agence l’attribue largement à des investissements stratégiques dans les infrastructures et aux réformes soutenues par le Fonds monétaire international (FMI).

En parallèle, l’inflation, qui avait atteint un pic au début de 2023, a considérablement diminué, s’établissant à 0,9 % en moyenne au cours des sept premiers mois de 2024, un chiffre « bien en dessous de l’objectif de 3 % de l’UEMOA ».

Mais même les bons élèves doivent rester vigilants. Moody’s insiste sur « La faiblesse de la gouvernance et des institutions » qui reste un frein majeur. Pour l’agence de notation, il s’agit d’une contrainte de longue date pour le profil de crédit du Bénin. Et si le Bénin échoue à élargir sa base fiscale ou à maintenir sa discipline budgétaire après le choc de 2022, une dégradation de la note pourrait être inévitable.

TRANSPORTS

Les compagnies aériennes africaines ont enregistré +7,4% de trafic passagers en juillet

Après les chocs successifs de 2019 à 2022, l’industrie aérienne connaît globalement une croissance stable depuis quelques mois. Cela augure de meilleures perspectives, même si l’actuelle pénurie d’avions pourrait à nouveau menacer les performances. Au titre du mois de juillet 2024, les activités des compagnies aériennes africaines ont connu une croissance de 7,4% en glissement annuel sur le segment trafic passagers, selon les dernières données de l’IATA (Association du transport aérien interna-

tional). Il s’agit pour l’IATA de l’une des plus faibles croissances par région, étant donnée la proportion minime de l’Afrique dans le trafic global mondial (2,1%). De faibles performances ont aussi été notées chez les transporteurs d’Amérique du Nord et du Moyen-Orient qui ont respectivement connu des augmentations de 5,3% et 5,8% des volumes en glissement annuel. La progression du trafic a aussi été modeste en Europe, avec une hausse de 8,3% en glissement annuel, alors que

l’Asie-Pacifique et l’Amérique latine tiennent les meilleures performances de la période, enregistrant respectivement +19,1% et 15,7+% de trafic passagers. Pour l’IATA, ces hausses dans l’industrie aérienne sur la période ont été impulsées par la fin de la haute saison estivale. « Juillet a été un autre mois positif, malgré les perturbations importantes causées par la panne informatique de CrowdStrike. La fin de la haute saison estivale nordique nous rappelle à quel point les gens dépendent de l’avion. Mais les gou-

lots d’étranglement persistants de la chaîne d’approvisionnement ont rendu plus difficile le déploiement de la capacité nécessaire pour répondre aux besoins de déplacement. Alors qu’une grande partie du monde revient de vacances, il est urgent que les fabricants et les fournisseurs résolvent leurs problèmes de chaîne d’approvisionnement afin que le transport aérien reste accessible et abordable pour tous ceux qui en dépendent » a déclaré Willie Walsh, son DG.

AFRIQUE DU SUD

Un prêt de 283 millions \$ de la Banque des BRICS à Transnet

Les fonds serviront à financer le plan de restructuration de l’opérateur logistique public, qui prévoit notamment la rénovation des infrastructures ferroviaires et portuaires. Le groupe logistique sud-africain Transnet a obtenu, ce vendredi 30 août, un prêt de 5 milliards de rands (283 millions de dollars) de la part de la New Development Bank (NDB), la banque de développement fondée par les pays membres du groupe des

BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). « Ce prêt sera garanti par le gouvernement sud-africain », a déclaré le directeur général de la NDB, Duncan Pieterse, à Reuters en marge d’une réunion de l’institution qui se tient dans la ville sud-africaine du Cap. La directrice générale de Transnet, Michelle Phillips, a précisé, de son côté, que le prêt sera utilisé pour financer le plan de redressement de la société. « Il y a beaucoup de tra-

vail à faire à Transnet, nous avons des défis majeurs à relever. Nous devons y remédier, et c’est pour cela que nous avons besoin de ces fonds », a-t-elle souligné à l’issue d’une cérémonie de signature de l’accord de prêt. Transnet est confrontée à des défis opérationnels, principalement dans les secteurs critiques des chemins de fer et des ports, notamment en raison du sous-investissement dans les équipements, du mauvais entretien du maté-

riel roulant, du vol à grande échelle de câbles en cuivre et des actes de vandalisme ciblant les infrastructures. Lancé en octobre 2023, le plan de restructuration de la société vise à réhabiliter les infrastructures et à accélérer la relance des opérations sur une période de dix-huit mois, en se concentrant sur le rétablissement des performances opérationnelles et des volumes de fret pour répondre aux demandes des clients.

KENYA

Le gouvernement table sur une production de maïs record en 2024

Au Kenya, le maïs est la principale denrée de base consommée par la population. La filière anticipe une amélioration de la production en 2024, grâce à des conditions météorologiques favorables et un soutien accru de la part du gouvernement.

Au Kenya, la récolte de maïs est attendue à 70 millions de sacs de 90 kg, soit 6,3 millions de tonnes en 2024. C’est ce qu’a révélé Andrew Karanja (photo), ministre de l’Agriculture, le 1^{er} septembre.

Cette prévision, si elle se réalisait, signifierait une hausse de 46 %, soit plus de 20 millions de sacs de plus que le stock de 47,6 millions de sacs (4,3 millions de tonnes) récolté un an plus tôt. Il s’agirait en outre d’un record historique dans l’histoire de la filière.

Pour expliquer cette projection optimiste, le ministre met en avant les conditions climatiques favorables dont les agriculteurs ont bénéficié au cours de la saison agricole et le soutien apporté par le gouvernement. Il faut rappeler qu’en février dernier, le ministère de l’Agriculture avait annoncé l’intention de doubler le volume d’engrais subventionné à 600 000 tonnes en 2024.

« Les bonnes pluies enregistrées et la fourniture d’engrais subventionnés par le gouvernement ont aidé les agriculteurs à augmenter les surfaces cultivées. Nous sommes très enthousiastes à l’idée d’une récolte exceptionnelle, car elle permettra au pays de disposer d’un approvisionnement alimentaire adéquat », a déclaré M. Karanja, rapporté par le média local the Star.

Globalement, une telle amélioration de la production de maïs devrait permettre au Kenya de réaliser l’autosuffisance en maïs. Pour l’heure, la première économie d’Afrique de l’Est dépend à hauteur de 20 % des importations pour ses besoins en maïs qui s’élèvent à plus de 5,2 millions de tonnes par an, d’après la FAO.

RALENTIE PAR LA FERMETURE DE WALL STREET

La Bourse Zurich dans le rouge

La Bourse suisse restait ancrée dans le rouge lundi matin, ralentie par la fermeture de Wall Street en raison d'un jour férié et en l'absence de nouvelles importantes. La semaine sera marquée par une série de statistiques macroéconomiques et notamment sur le marché du travail aux Etats-Unis, un indicateur clé pour la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Les données sur l'inflation (aux Etats-Unis) ont renforcé les espoirs de réduction des taux de la Fed plus tard dans l'année, car l'économie a fait preuve de résilience tout en laissant la porte ouverte à un assouplissement potentiel", a estimé John Plassard de Mirabaud Banque dans un commentaire. Selon l'expert de la banque genevoise, "vendredi, il faudra surveiller comme le lait sur le feu la 'statistique du mois' qui n'est autre que le chiffre de l'emploi américain du mois d'août qui devraient nous confirmer si la Fed baissera ses taux de 25 ou de 50 points de base lors de sa prochaine réunion".

"Les actions ont reculé en ce début de mois,

cédant une partie de leurs bénéfices engrangés la semaine dernière, alors que les courtiers se préparent à de nouvelles données (macroéconomiques) importantes", a pour sa part souligné l'analyste Pierre Veyret d'ActivTrades. En Suisse, une série d'indicateurs conjoncturels ont été publiés. Parmi les plus importants, l'indice PMI des responsable d'achats dans le secteur secondaire a bondi de 5,5 points à 49,0 points, renouant avec un niveau inégalé depuis janvier 2023. Les revenus des détaillants suisses ont quant à eux augmenté de 1,5% en termes nominaux en juillet, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS). A 10h33, l'indice vedette SMI reculait de

0,37% à 12'390,30 points, après avoir ouvert en repli de 0,12%. Le SLI abandonnait 0,47% à 2005,92 points et le SPI perdait 0,42% à 16'434,57 points. Dans une séance toujours calme et en l'absence de nouvelles d'entreprises d'importance, la majorité des valeurs vedettes restait dans le rouge. Les plus importantes baisses étaient enregistrées par Straumann (-1,8%), Lonza (-1,6%) et SIG Group (-1,3%). A l'autre bout du tableau, la défensive Swisscom (+0,8%) restait en tête, ainsi que les assureurs Zurich Insurance (+0,5%) et Swiss Re (+0,2%). Novartis (+0,04%) a obtenu de Swissmedic une homologation pour le Fabhulta (iptacopan) dans l'indication contre l'hémoglobinurie paroxystique nocturne (HPN), une maladie chronique et rare du sang à l'origine d'anémie et de fatigue. Parmi les autres poids lourds, Roche (bon -

0,3%, porteur -0,06%) cédait ses gains, tout comme Nestlé (-0,6%), pénalisé par un abaissement d'objectif de cours. Le peu d'actualité se concentrait sur le marché élargi avec des changements au conseil d'administration de Bossard (-0,6%). Temenos (-0,9%) a achevé son programme de rachat d'actions. Un total de 3,3 millions de titres ont été rachetés pour un montant de 200 millions de francs suisses. L'équipementier du bâtiment Burkhalter (+0,7%) a vu ses résultats augmenter au premier semestre. Le groupe s'acquittera d'une amende 150'000 francs suisses auprès du régulateur de la Bourse suisse. Investis (-0,5%) confirme son retour à la rentabilité sur les six premiers mois de l'année, au sortir d'un exercice 2023 sinistré par des effets de revalorisation. La Banque cantonale de Zurich a par ailleurs abaissé la recommandation du titre à "pondérer", contre "surpondérer" précédemment.

CAC40 Efface une partie de son retard, W-Street porte close

Après avoir perdu près de 0,8% peu après l'ouverture, la bourse de Paris refait une partie de son retard. Elle ne cède désormais plus que 0,25%, à 7610 points, les replis de Teleperformance (-3%) et Kering (-2,7%) étant partiellement compensés par Sanofi (+2%) et Orange (+1,3%). Notons que Wall Street restera porte close aujourd'hui, pour cause de 'Labor Day', un facteur généralement synonyme d'échanges peu animés sur le Vieux Continent. Le reste de la semaine s'annonce en revanche plus chargé du côté de Wall Street avec en point d'orgue les chiffres de l'emploi du mois d'août, qui seront peut-être déterminants pour l'évolution de la politique monétaire de la Réserve fédérale. Les marchés espèrent une lecture positive de la statistique, après la déception du mois précédent qui les avaient conduits à envisager une éventuelle récession aux Etats-Unis et fait vaciller les indices boursiers. Le marché attend (...) de savoir si la Fed va entamer des baisses de taux significatives,

reflétant soit une approche d'urgence, soit une approche d'ajustement progressif", explique Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers. En attendant, les investisseurs ont pris connaissance ce matin de plusieurs statistiques. L'indice des directeurs d'achat (IDA) du secteur manufacturier de la Chine s'est établi à 49,1 en août, contre 49,4 le mois précédent, en raison de l'impact des vagues de chaleur et des orages selon le Bureau d'Etat des statistiques (BES). Dans la zone euro, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro, produit par S&P Global, est stable à 45,8 en août, et inférieur à la barre des 50 depuis juillet 2022, signalant donc toujours une forte détérioration de la conjoncture du secteur dans la région. Dans l'Hexagone, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière, produit par S&P Global, signale la plus forte détérioration de la conjoncture manufacturière depuis

sept mois, s'établissant à 43,9 en août, après 44 le mois précédent. Enfin, l'actualité des sociétés tricolores est marquée par Alstom qui annonce avoir finalisé la vente de ses activités de signalisation conventionnelle nord-américaine à Knorr-Bremse AG, faisant suite à l'accord signé le 19 avril dernier dans le cadre de son plan d'action global présenté en novembre 2023 pour renforcer son bilan financier. De son côté, Safran annonce qu'au terme d'un processus de négociations exclusives commencé en juin, Preligens, présenté va rejoindre le groupe. Cette acquisition a été finalisée pour une valeur d'entreprise de 220 millions d'euros. Preligens sera renommée Safran.AI et rattachée à Safran Electronics & Defense. Enfin, Atos annonce une mise à jour en baisse de ses projections financières pour la période 2024-27, anticipant pour l'année en cours un chiffre d'affaires de 9,7 milliards d'euros, soit une évolution organique d'environ -4%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 02 Septembre 2024 Valeur : 04 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.5277	133.5427
1	EUR	EURO	147.7618	147.8051
1	GBP	POUND STERLING	175.4635	175.5062
100	JPY	JAPANESE YEN	91.0706	91.0870
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7866	18.7892
1	CHF	SWISS FRANC	157.2394	157.2756
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.9754	99.0232
1	DKK	DANISH KRONE	19.8212	19.8246
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0326	13.0366
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6212	12.6268
1	AED	UAE DIRHAM	36.3529	36.3609
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5818	35.5877
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.0792	437.2714
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.5075	43.9448
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7291	13.7306
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2784	27.4181
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3627	3.3731
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.8151	179.8151

POINT-MARCHÉS

Repli en Europe avec le risque politique et avant les PMI

Les principales Bourses européennes sont en repli lundi en matinée en l'absence de Wall Street et avant la publication des indices de l'activité des entreprises en Europe, tandis que le risque politique pèse en Allemagne après une victoire historique de l'extrême droite à un scrutin régional. À Paris, le CAC 40 perd 0,52% à 7.591,59 points vers 07h40 GMT. À Londres, le FTSE 100 recule de 0,21% et à Francfort, le Dax abandonne 0,43%. L'indice EuroStoxx 50 fléchit également de 0,43%, tandis que le FTSEurofirst 300 perd 0,48% et le Stoxx 600 cède 0,44%. Les marchés financiers sont fermés à New York pour un jour férié après une clôture dans le vert vendredi, ce qui limite les volumes d'échanges en Europe. La victoire historique de l'extrême droite

en Thuringe aux élections régionales en Allemagne à un an des élections législatives fédérales alimente l'incertitude dans la première économie d'Europe. En France, deuxième économie de la zone euro, Emmanuel Macron peine à sortir le pays de l'impasse dans laquelle il est plongé malgré la multiplication des consultations en vue de nommer un chef de gouvernement. Côté indicateurs du jour, avant la publication à 08h00 GMT des chiffres définitifs des PMI manufacturiers en zone euro, les investisseurs espèrent que la tendance observée en première estimation va se confirmer. L'enquête préliminaire avait montré que la croissance de l'activité du secteur privé en zone euro avait fait preuve d'une vigueur surprenante en août, malgré les hausses de prix, sans

toutefois remettre en cause la perspective d'une baisse des taux. La Banque centrale européenne (BCE) doit se réunir le 12 septembre et la marché anticipe une nouvelle réduction du loyer de l'argent après la première baisse des coûts d'emprunt décidée dans le bloc monétaire en juin. Le rendement du Bund allemand à dix ans prend cependant 3,3 points de base, à 2,323%, Joseph Capurso, responsable économique chez CBA, notant que la trajectoire des taux en zone euro reste incertaine au-delà de l'échéance de septembre. Dans les valeurs individuelles, Sanofi prend 2,74% malgré l'annonce de l'échec clinique de son candidat-médicament le plus avancé contre la sclérose en plaques (SEP), qui n'a pas atteint son principal objectif. Jefferies note cependant que les ré-

sultats cliniques sont conformes à leur scénario de base. Atos, qui a revu à la baisse ses prévisions financières pour 2024-2027, abandonne 2,31%. Ailleurs en Europe, le groupe danois DSV est en repli de 0,83% après avoir pris l'engagement d'investir un milliard d'euros s'il remporte la bataille d'enchères pour la filiale logistique Schenker de Deutsche Bahn contre un consortium mené par CVC Capital Partners (-1,25%), ont indiqué des sources. Sur le plan sectoriel, hormis l'énergie (+0,06%) tous les grands compartiments du Stoxx 600 sont dans le rouge, la plus forte baisse étant pour l'indice de la consommation cyclique (-1,17%).

PARMI LES PLUS RENTABLES AU MONDE

L'Europe veut encadrer les «fonds de litige»

Des groupes financiers aident des victimes à se défendre en justice, en prenant au passage de belles commissions. Bruxelles va prendre position sur le sujet la semaine prochaine.

Des retours sur investissement de plus de 300% : c'est à l'un des secteurs les plus rentables de la finance internationale que l'Europe pourrait s'attaquer le 3 septembre. La Commission Européenne, alertée par un rapport du député européen Axel Voss paru mi-2022, va clôturer mardi un audit portant sur les fonds de litige, l'un des placements les plus rentables et les plus controversés. Leur fonctionnement est simple et prend place devant les tribunaux : des fonds viennent soutenir financièrement des plaignants lors d'un procès, contre de grandes entreprises notamment. En permettant d'embaucher des avocats et de constituer une défense de qualité pendant plusieurs années, ils s'adjugent ensuite des frais qui peuvent osciller entre 20 et 50% de l'argent récupéré par les victimes, en cas de victoire. Les exemples de telles procédures ne manquent pas : l'un des principaux acteurs français du secteur, Deminor, a par exemple soutenu 2.500 plaignants lors de l'affaire Madoff ; l'américain

Gramercy vient de verser 550 millions de dollars pour soutenir 700.000 plaignants en lutte contre les miniers BHP et Vale ; TikTok, visé par des plaintes collectives sur la violation de données, voit des financiers affluer pour amener la procédure à son terme, depuis 2020. L'industrie des fonds de litige n'est pas extrêmement développée. Le principal acteur français du secteur, IVO Capital Partners, ne déclare que 47 transactions réalisées en 10 ans, pour 115 millions d'euros déployés fin 2023. A l'échelle mondiale, ce serait environ 40 à 80 milliards d'euros qui seraient fléchés vers les victimes. L'Australie, les Pays-Bas, les Etats-Unis sont les plus grands pourvoyeurs ; mais en Europe, Paris a de nombreuses compétences en matière d'arbitrage judiciaire international et pourrait voir se développer ces fonds. Qui comportent, comme tout placement financier non-régulé, des risques importants : l'acteur américain LexShares a renoncé à l'un de ses fonds et limogé du personnel après que la

pandémie ait entraîné des retards dans les décisions judiciaires. Les fonds de litige ne gagnent pas tous les procès, loin de là, et peuvent essuyer des pertes élevées. Leur rentabilité fait d'ailleurs débat : à nos confrères des Echos, le dirigeant d'IVO Charles Demoulin témoigne que 20% des cas sont perdus, et que la firme vise une rentabilité de 12% par an, une fois les assurances comprises. Des chiffres qui contrastent avec le rapport rendu par Axel Voss, qui cite une rentabilité pouvant atteindre 300% à 3000% - étalée sur la durée de la procédure. IVO estime que sans les assurances, son rendement est 20 à 25% net. Burford Capital, l'un des principaux fonds mondiaux, dément les accusations de Voss, en publiant ses chiffres : il parle d'un retour sur investissement net de 11% par an. Mais souligne tout de même que sur les 173 cas dans lesquels il est intervenu entre 2009 et 2022, il a généré à 22 reprises un rendement de plus de 200% - avec un rendement moyen à 69%.

ETATS-UNIS

Grève massive dans les hôtels

Quelque 10.000 employés du secteur hôtelier ont entamé dimanche un mouvement social dans plusieurs villes des Etats-Unis. Ils réclament des revalorisations salariales et des embauches. Un mouvement social massif dans un secteur clé. Quelque 10.000 employés du secteur hôtelier ont entamé dimanche une grève dans plusieurs villes des Etats-Unis. Objectif : réclamer des revalorisations salariales et des embauches. Boston, San Francisco et Honolulu étaient les villes les plus touchées par ce mouvement social d'ampleur, mais huit villes étaient concernées au total, d'après le syndicat Unite Here,

un syndicat national de l'hôtellerie comptant plus de 275.000 membres. Ce dernier a comptabilisé 10.016 employés en grève, avec 25 établissements établisements touchés, comptant plus de 23 000 chambres, notamment ceux des groupes Hilton, Hyatt et Marriott. Par ailleurs, des employés d'hôtels de quatre autres agglomérations envisagent de se joindre au mouvement. Les arrêts de travail devraient durer deux à trois jours, a indiqué le syndicat dans un communiqué. Ils interviennent en plein milieu du long week-end férié de la fête du travail aux Etats-Unis, l'un des plus char-

gés de l'année pour l'industrie du tourisme. A noter également : cette grève intervient alors que 40.000 employés de l'hôtellerie Unite Here dans 20 villes sont confrontés à l'expiration de leurs contrats cette année. Des négociations pour de nouveaux contrats de quatre ans ont lieu depuis mai.

Meilleurs salaires et plus de personnels

Selon Unite Here, l'industrie hôtelière a « profité » de la pandémie de Covid-19 pour réduire ses effectifs, sans les reconstituer totalement une fois les restrictions sanitaires levées. Les membres de l'organisation font

aussi valoir que leurs salaires ne leur permettent souvent plus d'assurer les dépenses courantes et que « beaucoup doivent prendre un second emploi pour joindre les deux bouts ». « Nous sommes en grève parce que l'industrie hôtelière a déraillé », a déclaré Gwen Mills, présidente de Unite Here, dans un communiqué publié dimanche matin. « Les travailleurs ne gagnent pas assez pour subvenir aux besoins de leur famille. Beaucoup ne peuvent plus se permettre de vivre dans les villes où ils accueillent leurs clients, et les charges de travail pénibles brisent leur corps ».

COLOMBIE

Une enquête ouverte contre coca-cola, accusé d'avoir capté de l'eau en pleine sécheresse

Une société d'embouteillage du géant américain Coca-Cola aurait capté de l'eau en Colombie en pleine période de sécheresse. Une enquête administrative a été ouverte par les autorités colombiennes. Les autorités colombiennes ont annoncé lundi l'ouverture d'une enquête administrative contre une société d'embouteillage de Coca-Cola qui aurait capté de l'eau en pleine période de sécheresse et

de rationnement. Le géant américain de la boisson a récemment été cité dans une enquête de presse, selon laquelle la marque Manantial (détenue par Coca-Cola) prélèverait des milliers de litres d'eau "sans restriction" à La Calera, une localité proche de Bogota, dans les montagnes surplombant la capitale. Des millions d'habitants de Bogota et de ses environs subissent des coupures d'eau périodiques depuis le mois d'avril en rai-

son du faible niveau des réserves d'eau et de l'absence de précipitations. La Corporation autonome de Cundinamarca (CAR), une autorité environnementale régionale, a annoncé lundi qu'elle vérifierait ces articles de presse. "Le règlement indique clairement que l'utilisation prioritaire doit être la consommation humaine et non les activités industrielles", a déclaré Alfred Ballesteros, directeur de la CAR, sur une radio locale.

FABRICATION DE TRAINS

L'Espagne refuse une opa hongroise sur Talgo

Ce veto a été décidé au nom de la "sécurité nationale". Talgo construit des trains à grande vitesse pour la Renfe mais aussi pour le futur opérateur français Le Train. Le gouvernement espagnol a mis son veto mardi, au nom de la "sécurité nationale" du pays, à une tentative d'OPA lancée par une compagnie hongroise liée au gouvernement du Premier ministre Viktor Orban sur le constructeur de trains espagnol Talgo. S'appuyant sur une récente loi destinée à protéger les intérêts de l'Espagne face aux investissements étrangers dans les secteurs sensibles, le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez a décidé de bloquer l'OPA du groupe hongrois GanzMavag Europe Private Limited visant Talgo, principal fournisseur de la compagnie ferroviaire nationale Renfe, a annoncé le ministère espagnol de l'Economie dans un communiqué.

"Risques pour la sécurité nationale"

La décision a été prise mardi matin lors de la première réunion du Conseil des ministres après les vacances d'été, le gouvernement ayant estimé, selon le communiqué, qu'autoriser cette opération "entraînerait des risques pour la sécurité nationale et l'ordre public". Le ministère n'explicite pas les raisons exactes ayant motivé ce refus, précisant simplement que l'information sur laquelle se base la décision a été déclarée "classifiée" par le Conseil des ministres. La rumeur d'un veto gouvernemental se faisait de plus en plus insistante mardi en fin de matinée, lorsque le gendarme boursier espagnol (CNMV) annonçait que la cotation de Talgo à la Bourse de Madrid était suspendue dans l'attente d'informations importantes concernant l'entreprise. Quelques minutes plus tard, le communiqué du ministère de l'Economie confirmait le veto gouvernemental.

"Bouclier anti-OPA"

Le Conseil des ministres, précisait le communiqué, a décidé "de ne pas autoriser l'investissement direct étranger dans Talgo S.A. de la part de GanzMavag Europe Private Limited, pour des raisons de protection des intérêts stratégiques et de sécurité nationale de l'Espagne". "Pour le gouvernement, Talgo est une entreprise stratégique dans un secteur clé pour la sécurité économique, la cohésion territoriale et le développement industriel de l'Espagne", poursuit le communiqué.

Une Porsche 944 recarrossée en F40, vendue à un prix indécent

A la fin des années 1980, il était possible pour le possesseur d'une Porsche 944 de rouler surclassé au volant d'un bolide au cheval cabré. Une réalisation unique vendue aujourd'hui à un prix astronomique. Connaissez-vous la Rossner Automania Prototyp, un modèle unique proposé à la vente sur le site d'annonces allemand AutoScout24 ? Il s'agit dans les faits d'une Porsche 944 recarrossée en Ferrari F40. Une réplique peu fidèle à l'originale, un type de transformation assez commun durant les années 1980. De la même manière, de roturières Pontiac Fiero se targuaient de devenir des Ferrari F50, ou encore des Ferrari 308 quand des Datsun 240 Z se muaient en Ferrari 250 GTO. Pour la Porsche qui nous intéresse ici, il s'agit d'un modèle datant de 1984 avec 48 000 km au compteur. Selon le vendeur la mécanique à 4 cylindres cubant 3,1 litres



préparée revendique une puissance de 683 ch pour valeur de couple de 837 Nm.

Une Porsche holidée pour 1,5 million d'euros...

L'habitacle conserve la sellerie d'origine qui reçoit toutefois un traitement bicolore noir et rouge. Une réalisation unique nous vous le disons en préambule qui justifiera, selon le vendeur, un prix de 1,5 million d'euro. Une somme astronomique et pas uniquement pour ceux qui considèrent la Porsche 944 comme une cousine cosmétique de la Renault Fuego, le coupé allemande se vend selon l'état et le kilométrage davantage autour de 10 000 € à 17 500 €. Mais si l'on compare cette coquette somme aux prix qu'atteignent aujourd'hui, les « vraies » Ferrari F40, modèle produit à 1 311 exemplaires, autant dire de la grande série, comparé à une pièce unique, c'est quasi donné. En effet, à ses débuts en 1987, une Ferrari F40 coûtait 17 millions de centimes de Francs soit l'équivalent de 250 000 euros d'aujourd'hui. En 2015, la belle italienne, ultime réalisation qu'en Enzo Ferrari vit de son vivant, atteignait le million d'euros. En 2020, les prix des transactions ont grimpé à 1,7 millions et aujourd'hui n'espérez pas en acquérir une en dessous d'une fourchette comprise entre 2,6 et 3,2 millions d'euros.

LES ÉLECTRIQUES NE RASSURENT PAS Citroën dans une situation inquiétante

Le mois d'août a été catastrophique pour le marché automobile français qui a quasiment perdu un quart de volumes par rapport à août 2023. Seules les hybrides continuent de surnager.



A lerte rouge sur le marché automobile français ! Nos confrères d'Auto-actu rappellent la statistique : ce fut le pire mois d'août depuis 1976 avec seulement 85 977 immatriculations en France. La chute est impressionnante (- 24,3 %) et inquiétante, alors que juillet n'avait pas été tellement meilleur. Si le mois d'août est historiquement un mois plutôt calme en matière de livraisons de véhicules neufs, cette baisse est inhabituellement élevée. Et alors que 2024 ne démarrait pas trop mal, voilà que le marché automobile français repasse dans le rouge sur les huit premiers mois de l'année (- 0,5 %). Rien n'est encore joué mais il faudra que les distributeurs performent d'ici décembre pour ne pas voir les ventes automobiles repartir à la baisse après une année 2020 à oublier et une période post Covid difficile.

Les électriques chutent

On attendait logiquement les voitures électriques à la hausse en 2024 après une bonne année 2023, mais les ventes se sont tassées. Pire : la part de marché de ces autos a baissé pour la première fois en août, à 15 % contre 18 % en août 2023. Les ventes de voitures électriques ont baissé de 33 %, mais pour l'heure, cela n'impacte pas l'année 2024 qui reste positive pour ces véhicules dont la part de marché est passée de 15,4 à 16,8 % (de janvier à août). La montée en puissance de modèles tels que le Scénic, propulsé troisième meilleure vente chez les électriques derrière le Tesla Model Y et la Peugeot e-208, probablement grâce aux premières

arrivées en concession des modèles de démonstration. Toujours chez les électriques, la situation diffère selon les marques : Tesla et Dacia plongent (- 94 % pour le constructeur roumain en août, en pleine transition sur la Spring) tandis que Renault et BMW progressent (+ 13 et + 29 %). Citroën ne va pas bien

Dans un mois rouge vif, aucun constructeur majeur n'a su progresser en France. Tous affichent donc des pertes plus ou moins importantes par rapport à août 2023, mais certains limitent la casse quand d'autres perdent pied. C'est le cas de Citroën qui dégringole de 44 % en août avec seulement 4854 immatriculations. Un niveau très faible qui inquiète pour un des trois grands constructeurs français. Certes, Renault et Peugeot sont également en chute,

mais dans des proportions moindres. Citroën limite pour l'instant la casse sur les huit premiers mois à - 6 % mais cela pose question sur la gestion de Stellantis : DS, Citroën, Fiat et même Peugeot sont dans le rouge pour l'instant en 2024. DS est particulièrement dans le dur avec à peine 12 000 immatriculations (un quart de moins qu'en 2023). Renault semble pour l'instant mieux contenir la vague grâce à ses hybrides. En effet, l'hybridation non rechargeable a le vent en poupe puisque c'est la seule catégorie qui progresse pour représenter désormais plus de 35 % des ventes. Diesel, essence et électrique chutent tous. Et forcément, Renault et Toyota en profitent puisque ce sont les deux marques qui immatriculent le plus d'hybrides avec le Yaris Cross en tête devant la Clio et la Yaris en août.



Le pari de Microsoft sur l'IA sera-t-il payant ?

Lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur des fournisseurs IT, il y a le court terme et le manque de vision. C'est le cas de Microsoft qui dépense des milliards de dollars en infrastructures d'IA. Une stratégie qui dérange Wall Street.

Wall Street aime les gagnants, et en l'occurrence, des gagnants d'un genre particulier : ceux qui dépassent les estimations de bénéfices et de profits à court terme, ou encore ceux qui peuvent mettre en avant les meilleurs rapports financiers trimestriels. Pour ce qui est du long terme, et surtout du très long terme, Wall Street ne semble guère s'en préoccuper. Les cours boursiers ont beaucoup plus de chance de monter en flèche quand les bénéfices trimestriels d'une entreprise connaissent une hausse soudaine que lorsque les dirigeants d'une entreprise détaillent un plan à long terme soigneusement pensé pour dominer une technologie en plein essor avec une échéance de plusieurs années. Telle est la leçon à retenir de la réaction du marché boursier à la publication des résultats de Microsoft à la fin du mois de juillet. La grande nouvelle pour les investisseurs ? La croissance de l'activité Azure de Microsoft, basée sur le cloud, n'a été « que » de 30 % au cours du trimestre, soit un point de moins que les 31 % prévus par l'entreprise. Le lendemain, les traders ont sanctionné Microsoft. L'action de l'entreprise a chuté de plus de quatre points alors que le marché dans son ensemble a augmenté, l'indice S & P ayant, par exemple, progressé de 86 points. Et ce, alors même que l'entreprise annonçait une hausse de 15 % de son chiffre d'affaires et de 10 % de son bénéfice net.

Des annonces qui dérangent Wall Street

La nouvelle beaucoup plus importante de la dernière conférence sur les résul-



tats, à savoir que Microsoft mise à fond sur l'intelligence artificielle (IA) et dépense beaucoup dans une infrastructure à long terme qui pourrait ne pas être rentabilisée avant des années, n'a pas semblé compter pour Wall Street, du moins si l'on en juge par le cours de l'action de l'entreprise. Lors de la conférence téléphonique sur les résultats, Amy Hood, directrice financière de Microsoft, a déclaré aux analystes que les 19 milliards de dollars de dépenses d'investissement de l'entreprise étaient presque tous liés à l'intelligence artificielle et au cloud. Ce chiffre a plus que doublé par rapport à celui d'il y a deux ans, avant le véritable essor de l'IA. La moitié des dépenses étaient consacrée aux coûts liés à l'infrastructure, en particulier à la construction des centres de données pouvant répondre aux besoins massifs de puissance de calcul de l'IA. Comme l'avait écrit le New York Times, « le rapport sur les bénéfices montre que

l'entreprise dépense énormément pour construire des centres de données et acquérir les coûteuses puces qui alimentent la technologie de l'IA. Les dépenses en capital de Microsoft ont augmenté chaque trimestre depuis fin 2022, à l'incitation de M. Nadella qui a poussé les principaux dirigeants de l'entreprise à faire de gros investissements dans l'IA. » Toutes ces dépenses ont dérangé Wall Street, même si elles sont nécessaires pour que Microsoft continue à dominer le marché de l'IA, et dont elle tirera des milliards de bénéfices plus tard. Mme Hood a probablement effrayé les investisseurs en expliquant que ces dépenses importantes « soutiendront la monétisation au cours des 15 prochaines années et au-delà ». Pour Wall Street, 15 ans pourraient tout aussi bien être 15 éons. La place boursière new-yorkaise cherche des résultats maintenant et à court terme, pas à un horizon lointain de la prochaine décennie.

Un pari judicieux ?

Il y a une raison pour laquelle les marchés financiers se méfient des entreprises qui investissent massivement dans des technologies qui ne porteront pas leurs fruits avant des années : elles pourraient ne pas porter leurs fruits du tout. La technologie évolue rapidement et les entreprises peuvent se montrer inconsistantes dans leur quête de la « Next Big Thing ». Une valeur qui semble sûre aujourd'hui peut se transformer en échec cuisant demain, et les exemples ne manquent pas : il suffit de se rappeler le battage médiatique autour de la réalité virtuelle avec Meta. Le résultat reste toujours aussi insaisissable et pourrait même ne jamais arriver. Il est peu probable que cela se produise avec l'IA. Il est plus probable que plus le pari est grand, plus les bénéfices sont importants. Après tout, la réalité virtuelle n'a jamais généré de revenus vraiment significatifs. L'IA, oui, et elle n'en est qu'à ses débuts. En fait, si les bénéfices de Microsoft ont été affectés au cours du dernier trimestre, c'est parce que l'entreprise n'arrive pas à répondre à la demande pour ses services d'IA. Lors de leur conférence téléphonique sur les résultats, le CEO de Microsoft, Satya Nadella, et Mme Hood ont déclaré que Microsoft aurait pu vendre plus de services d'IA ce trimestre si ses centres de données avaient la capacité de les fournir. « Dès que nous avons de la capacité disponible, nous la vendons », a déclaré Brett Iversen, responsable des relations avec les investisseurs chez Microsoft, au New York Times.

Salesforce envisage une tarification à l'usage pour les chatbots IA

Le CEO de Salesforce a évoqué devant des analystes financiers la possibilité de faire payer les clients pour l'usage des agents à base d'IA. Un moyen de compenser la réduction de la demande de licences attendue avec cette technologie. La prolifération des chatbots à base d'IA n'est pas qu'une bataille de LLM, la guerre se déplace aussi sur l'aspect financier. Marc Benioff, CEO de Salesforce a indiqué vouloir changer le modèle de tarification pour les agents IA. L'annonce pourrait être faite à l'occasion de l'événement Dreamforce qui se déroule à San Francisco du 17 au 19 septembre.

2 dollars par conversation

Le dirigeant du spécialiste du CRM en mode SaaS a évoqué ce changement à l'occasion d'un point téléphonique avec des analystes financiers. En l'espèce, Keith Weiss de Morgan Stanley a fait remarquer que Salesforce promettait d'importants gains de productivité grâce aux agents IA, et



que ceux-ci pourraient préempter jusqu'à 90 % des actions humaines, au point que les investisseurs craignent de voir chuter la demande de licences de la part des clients de Salesforce. Il a donc posé à la question à Marc Benioff si la modification de prix prendrait en compte cette baisse de la demande.

Marc Benioff a répondu que les clients de Salesforce testaient déjà environ 200 millions d'agents d'intelligence artificielle et que l'objectif était qu'ils en utilisent un milliard d'ici la fin de l'année fiscale 2026. « Concernant la tarification, elle sera basée sur la consommation », a déclaré M. Benioff. « À ce propos, nous devons dire, et nous

avons déjà dit à nos clients, que cela représentait environ 2 dollars par conversation ». Ajoutant que l'entreprise pourrait opter pour une facturation par conversation ou vendre des crédits, comme le fournisseur le fait avec Data Cloud.

Salesforce devient un fournisseur d'agents IA

Pour le co-fondateur, les agents d'IA vont totalement transformer l'activité des clients. Il a évoqué le cas d'une grande entreprise de matériel informatique qui procédait à une acquisition majeure et qui devait revoir l'ensemble de ses activités. Il a expliqué au directeur général que Salesforce l'aiderait à se transformer en « organisation axée sur les agents » qui ferait d'elle une « machine à générer des marges ». « Nous allons continuer à automatiser l'ensemble de l'entreprise, mais nous ne devons pas nous contenter de mettre en place une excellente force de vente, de service, de marketing, de commerce, d'ana-

lyse ou autre, nous devons mettre en place une force d'agents », a-t-il déclaré. « Notre objectif est d'être un fournisseur d'agents pour nos clients, et ce processus doit être profondément intégré dans nos données et nos applications, car à un moment donné ces agents pourront dire qu'ils passent la main à un humain pour discuter et compléter telle ou telle chose. Parce qu'il s'agit d'une seule et même plateforme et que l'automatisation entre nos agents et nos applications est transparente ». Au cours de la conférence téléphonique, Salesforce a annoncé un chiffre d'affaires de 9,33 Md\$ pour le deuxième trimestre, dépassant les attentes de Wall Street qui tablait sur 9,23 Md\$. Le fournisseur a également annoncé que la directrice financière Amy Weaver, qui avait pris ses fonctions en 2021, envisageait de quitter son poste à la fin de l'année fiscale. Elle restera jusqu'à ce que Salesforce nomme un successeur, dont elle accompagnera l'intégration.

Mots fléchés

Un corps de l'armée de terre (trois mots) Passereau		Stérilisas Bois de grume		Prénom féminin German-drées		Toussé Pour unir		Se pose sur un astre		Femmes malveil-lantes		Simple Dépouillés	
								Mammifères marins Poète hymnique					
Jeune boy-scout Inédites										Transformation Monde du rugby			
						Réputations Allure							Outragé
Tintement sinistres Parties tendres					Chicorée sauvage Quand il y en a, il n'y a pas de plaisir							Carapace	
				Oiseau migrateur Bourricots					Mer d'Asie centrale Abandon-nons				
Organe sensoriel chez certains insectes		Ligne tracée sur une surface	Fais circuler l'air Éraillé					Il a reçu la tonsure Fidèles					
							Tremble-ment de terre Fonctionnai						
Commune de la Mayenne Monstres sacrés						Début de la période de rut chez les cerfs Il élève des volatiles					Ville d'origine de Abraham Paralysons		
				Plantigrade Désavoué						Assentiment Réalisateur des Star Wars (George)			
Ville brési-lienne Surcharge d'encre				Gratinée Petit plat									Ville du Maroc
							Plante potagère	Faible				Se torde	
Vieux		Dirigeant portugais (Antonio Ramalho)						Résultat Il a un charme certain pour certaines					
			Joueur de tennis argentin Soirée entre voisins						Ingrédient aromatique				
Donnée l'existence à		Période ultime Elle est jolie											Embourbé
					Agence spatiale				Grande école	Qui ne se laisse pas plier	Véhicules	Deux romain	
Chef d'un territoire arabe Petit ordinateur					Voisin d'un cours d'eau Roche sédimentaire								
	Pronom personnel Trou pour solive			Monnaie d'or		Plante herbacée							
								Prenne Petite classe				Lettres pieuses	
Elle est montée en pâtis-serie Magicienne						Scandium			Talents				
			Érode				Comprime						

ACCIDENTS DE LA ROUTE

8 morts et 197 blessés en 24 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 197 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique, lundi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 04 décès et 01 blessé, suite à une collision entre un camion et un véhicule léger, survenue sur la RN 08, au lieu-dit "Zone Hachella", commune de Benzouh, daïra d'Ouled Sidi Brahim, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages a procédé à 482 interventions pour le sauvetage de 344 personnes de noyade, dont 113 prises en charge sur les lieux et 41 autres évacuées vers les hôpitaux.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 3 septembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



L'ANPDP reçoit des cadres de l'Autorité gouvernementale de certification électronique

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) recevra, mardi, des cadres de l'Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE), dans le cadre de son action de "sensibilisation et de formation", a indiqué dimanche un communiqué de cette instance. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "la prise en charge des préoccupations des organismes publics et privés chargés du traitement des données à caractère personnel pour veiller à leur conformité aux dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques en matière de traitement des données à caractère personnel", et afin "d'accélérer la cadence de dépôt des déclarations et des demandes d'autorisation via le portail numérique dédié à cet effet", selon la même source.

TLEMCEM

Démantèlement d'un réseau de renseignement et d'espionnage

Le juge d'instruction près le Tribunal de Tlemcen a ordonné, dimanche, le placement en détention provisoire de sept individus, dont quatre marocains, suite au démantèlement dernièrement d'un réseau d'espionnage et de renseignement, en vue de porter atteinte à la sûreté de l'Etat, a-t-on appris du Procureur de la République près le Tribunal de Tlemcen, Mustapha Loubar. M. Loubar a déclaré, lors d'une conférence de presse au siège du Tribunal de Tlemcen, que le 24 août dernier, dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, et après que les services de sécurité compétents avaient reçu des informations sur les déplacements d'un individu suspect de nationalité marocaine, au centre de la ville de Tlemcen, le parquet de la République a été prévenu et a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire. Le même jour, le dénommé "Z.M.", de nationalité marocaine, a été arrêté, après avoir constaté qu'il était entré illégalement sur le territoire national, et ce, suite à l'exploitation du téléphone portable de l'intéressé, avec l'autorisation du parquet. Après son interrogatoire, il a été démontré que l'individu en question travaillait au sein d'un réseau d'espionnage et de renseignement pour le compte d'une partie étrangère, en compagnie de ressortissants marocains et algériens, selon le même responsable. Il a souligné qu'en date du 28 août dernier, six individus ont été arrêtés, dont trois de nationalité marocaine, à savoir "T.A.", "M.Kh" et "M.H", et trois Algériens à savoir "R.M.A.", "T.Z.S.A" et "BR". Les investigations ont révélé que tous les membres de ce réseau recevaient des instructions du dénommé "B.S.", qui est de nationalité marocaine. Les résultats de l'enquête préliminaire ont également conclu que "ce réseau a recruté des ressortissants marocains et algériens dans le but de porter atteinte à des institutions sécuritaires et administratives algériennes", selon la même source.

COMMUNICATION DIGITALE

L'Algérie réalise des progrès significatifs

Par M. A.

Le secteur des télécommunications en Algérie traverse une phase de profonde transformation, jouant un rôle déterminant dans le développement socio-économique du pays, comme l'a souligné l'agence Business France. Spécialisée dans l'accompagnement des entreprises françaises dans la recherche de nouveaux marchés, l'agence a publié un nouveau rapport sous forme de livre blanc sur « la communication digitale en Algérie ». Cette transition est marquée par une modernisation des infrastructures, une digitalisation croissante des services, et un accès élargi aux technologies pour une part toujours plus importante de la population. Les efforts entrepris pour renforcer les infrastructures télécoms répondent à une demande croissante en services numériques, avec une attention particulière portée à l'expansion du réseau de fibre optique et à l'améliora-

tion de la couverture mobile, éléments essentiels pour soutenir un écosystème numérique en plein essor. Parallèlement à ces développements techniques, l'Algérie s'engage dans des réformes visant à libéraliser le marché des télécommunications. Ces réformes, accompagnées de nouvelles réglementations, sont conçues pour attirer des investissements tout en assurant que les infrastructures développées soient accessibles et conformes aux normes internationales. L'accessibilité aux services de télécommunications, particulièrement dans les zones rurales et éloignées, demeure un enjeu central. La réduction de la fracture numérique est ainsi érigée en priorité, avec des initiatives destinées à garantir que tous les citoyens, sans exception, puissent bénéficier de services de qualité. L'impact de ces développements dépasse largement le secteur des télécommunications. La modernisation de ce secteur génère des retombées économiques signifi-

catives, favorisant la création d'emplois, l'innovation, et renforçant la compétitivité des entreprises locales. L'amélioration de l'accès aux services numériques apporte également des bénéfices tangibles à d'autres secteurs vitaux tels que l'éducation et la santé, contribuant à un progrès social global. Cependant, malgré ces avancées, des défis persistent. La modernisation continue des infrastructures est indispensable pour maintenir le rythme face aux avancées technologiques mondiales. De plus, la mise en œuvre efficace des réformes est cruciale pour maximiser les bénéfices économiques et sociaux espérés. Le secteur des télécommunications en Algérie est donc à un tournant décisif, où les efforts déjà déployés ouvrent des perspectives de croissance prometteuses. Ces efforts ont le potentiel de stimuler l'économie numérique du pays et d'améliorer durablement la qualité de vie de ses citoyens.

RAPPORT

Le changement climatique pèse de plus en plus lourd sur l'Afrique

Le changement climatique pèse de plus en plus lourd sur l'Afrique, pour laquelle les mesures indispensables d'adaptation au climat représentent des coûts disproportionnés, selon un nouveau rapport sur l'état du climat en Afrique en 2023, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), publié lundi. Les pays africains doivent accorder la priorité à l'augmentation des investissements dans les Services météorologiques et hydrologiques nationaux

(SMHN) et accélérer la mise en œuvre de l'Initiative "Alertes précoces pour tous", afin de sauver des vies. Ce rapport est axé sur les indicateurs et les impacts du changement climatique en 2023, l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde. Elle complète le rapport de l'OMM sur l'état du climat mondial et s'intègre dans une série de rapports régionaux de cette organisation destinés à diffuser des données d'observation guidant les initiatives et favorisant la

prise de décisions. Ces 60 dernières années, l'Afrique s'est réchauffée plus rapidement que le reste du monde. En 2023, le continent a enduré des vagues de chaleur mortelles, de fortes pluies, des inondations, des cyclones tropicaux et des sécheresses prolongées, a indiqué la Secrétaire générale de l'OMM, Mme Celeste Saulo, citée dans un communiqué de l'Organisation météorologique. "Ces phénomènes extrêmes ont eu des effets dévastateurs sur les

populations et de graves conséquences économiques", a-t-elle précisé, notant que "Ce scénario s'est poursuivi en 2024". "Certaines zones d'Afrique australe ont été frappées par une sécheresse dévastatrice. Des précipitations saisonnières exceptionnelles ont semé la mort et la dévastation dans les pays d'Afrique de l'Est, plus récemment au Soudan et au Soudan du Sud. Une crise humanitaire déjà désespérée s'est alors exacerbée", a-t-elle poursuivi.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or baisse face au raffermissement du dollar

Les prix de l'or ont chuté à leur plus bas niveau depuis plus d'une semaine lundi, alors que le dollar américain s'est raffermi. L'or au comptant a baissé d'environ 0,1% à 2.501,20 dollars l'once, après avoir chuté à son plus bas niveau depuis le 23 août plus tôt dans la séance. L'attention du marché s'est portée sur une série de données économiques attendues cette semaine pour obtenir des indices sur l'ampleur des baisses de taux américains lors de la réunion

de septembre de la Réserve fédérale (Fed). Les données économiques américaines attendues comprennent les enquêtes ISM (qui concernent le secteur manufacturier et les services), les offres d'emploi ainsi que le rapport sur les salaires non agricoles. Les marchés s'attendent globalement à ce que la Fed réduise ses taux lors de sa réunion des 17 et 18 septembre, la première de ce cycle politique. La baisse des taux réduit le coût d'opportunité de la détention d'or sans rende-

ment. Le dollar a oscillé près d'un pic de deux semaines atteint plus tôt dans la séance, rendant les lingots plus chers pour les détenteurs d'autres devises. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 1,2% à 28,51 dollars l'once, atteignant son plus bas niveau depuis plus de deux semaines. Le platine a augmenté de 0,2% à 927,55 dollars et le palladium a augmenté de 0,8% à 973,25 dollars.

PRÉSIDENTIELLE

Autorisation spéciale d'absence à l'ensemble des personnels pour exercer leur droit de vote

Une autorisation spéciale d'absence, sans perte de rémunération, est accordée à l'ensemble des personnels des secteurs public et privé afin de leur permettre d'exercer leur droit de vote samedi prochain à l'occasion du déroulement de l'élection présidentielle, indique lundi un communiqué de la Fonction publique. "Suite à la convocation du corps électoral en vue de l'élection du président de la Répu-

blique, prévue le samedi 7 septembre 2024, conformément au décret présidentiel n 24-182 du 18 Dhou el Hidja 1445 correspondant au 8 juin 2024 et afin de leur permettre d'exercer leur droit de vote, une autorisation spéciale d'absence, sans perte de rémunération, pour la journée sus-indiquée, est accordée à l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics

ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privés, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source. "Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute le communiqué.